

n°248 01/12/06 1,5€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



CONFORTER, OUVRIR, AMPLIFIER LA DYNAMIQUE

Alors que la campagne unitaire anti-libérale connaît un succès grandissant dans le pays, nous, membres du Collectif d'Initiative Unitaire Nationale de l'appel «Pour un rassemblement anti-libéral de gauche et des candidatures communes, il y a urgence !», avons décidé de signer collectivement et d'appeler à signer l'appel «La gauche anti-libérale doit se ressaisir !» adressé par un nombre croissant de militant-e-s et de collectifs locaux.

Dans les prochains jours, nous prendrons toutes les initiatives nécessaires à la réussite de notre rassemblement.

PREMIERS SIGNATAIRES :

- Étienne ADAM [CCAG]
- Léonce AGUIRRE [Minorité de la LCR]
- Christophe AGUITON
- Clément AUMEUNIER [CCAG]
- Clémentine AUTAIN
- Francine BAVAY [LesVerts-ALterEkolo]
- Abdel BENASSEM [CCAG]
- Tarek BEN HIBA [CACR]
- Hamida BENSADIA [CACR]
- Jean-Jacques BOISLAROUSSIE [LesAlternatifs]
- Marylène CAHOUE [CCAG]
- Emmanuel CHANIAL [Minorité de la LCR]
- France COUMIAN
- Pierre COURSA-SALIES [CCAG]
- Claude DEBONS [Militant Syndical]
- Monique DENTAL [Militante éministe-Réseau féministe Ruptures]
- Jérôme DESQUILBET [LesVerts-ALterEkolo]
- Vincent ESPAGNE
- Alain FARADJI [Minorité de la LCR]
- Bernard LOCHE [CCAG]
- Richard LOIRET [Collectif pour l'écodéveloppement]
- Julien LUSSON
- Jean MALIFAUD [Minorité de la LCR]
- Nathalie MARCU [LesAlternatifs]
- Mireille MENDÈS-FRANCE [Militante associative pour les droits de l'Homme]
- Henri MERMÉ [LesAlternatifs]
- Christian PICQUET [Minorité de la LCR]
- François SOLTIC [LesVerts-AlterEkolo]
- Dominique TADDÉI
- Yves SALESSE
- Patrick SILBERSTEIN
- Francis SITEL [Minorité de la LCR]
- Christian SUNT [Objecteurs de croissance]
- Claire VILLIERS [CCAG]

La gauche anti-libérale doit se ressaisir !

Depuis six mois, un processus de rassemblement de la gauche anti-libérale s'est engagé. Des collectifs unitaires se développent.

Des meetings chaque fois plus nombreux se tiennent. Des militants de toutes sensibilités se rejoignent et apprennent à travailler ensemble.

Une dynamique unitaire, puissante et inédite, s'affirme de jour en jour. Tout indique que, comme aux Pays-Bas, la gauche anti-libérale peut faire une percée électorale et changer profondément la donne politique dans notre pays.

Mais, malgré ses avancées, cette dynamique unitaire est aujourd'hui menacée: démission de Raoul-Marc Jennar du collectif national, retrait de la candidature de José Bové, engagement par la LCR de la candidature d'Olivier Besancenot, forcing du PCF pour imposer la candidature de Marie-George Buffet... L'aventure unitaire anti-libérale risque de s'achever dans la division, la confusion et la démoralisation. Au moment où le ségolénisme triomphe dans le PS et où Le Pen parvient à des niveaux jamais atteints dans les sondages. Il est plus que temps de nous ressaisir !

Nous appelons la LCR à rejoindre le

Nous appelons les militant-e-s de la gauche anti-libérale à signer massivement cet appel sur internet :

Pour signer <http://www.alternativeunitaire2007.org/appelel/?petition=3>

processus unitaire et à retirer la candidature d'Olivier Besancenot. C'est d'autant plus nécessaire que la désignation de Ségolène Royal par le Parti Socialiste, qui confirme clairement les choix sociaux-libéraux de ce parti, rend aujourd'hui possible un dépassement des divergences qui ont opposé la LCR et le collectif national sur les relations avec le Parti Socialiste.

Nous appelons le PCF à prendre conscience que Marie-George Buffet n'est pas en mesure de représenter la diversité de notre rassemblement et à renoncer à cette candidature.

Nous appelons Raoul-Marc Jennar et José Bové à reprendre leur place dans ce rassemblement.

Nous appelons à un sursaut et à une entente pour que les 9 et 10 décembre soit désigné-e un-e candidat-e autour de qui toute la gauche anti-libérale pourra se rassembler.

Ne bradons pas l'espoir du 29 mai ! ■

Rémy Jean
Françoise Laroche
Jacques Lerichomme
Slimane Toudert
(militants des collectifs
des Bouches-du-Rhône)

Combative et unitaire

La coordination générale des Alternatifs réunie le 26 novembre et consacrée pour l'essentiel à la situation de la gauche du 29 mai a été caractérisée par la présence de toutes les régions et un débat de bonne tenue.

Le point a d'abord été fait sur la situation générale, dans un contexte marqué par la désignation de Ségolène Royal, les divisions au sein de la droite, la pression de l'extrême droite. Le processus de rassemblement de la gauche du 29 mai et ses difficultés ont été largement abordés (cf.éditorial et résolution).

Par ailleurs, un premier bilan a été tiré de la présence des Alternatifs aux tribunes et dans les salles lors de très nombreuses réunions et meetings (Nantes, Nîmes, Dijon, Lyon, Poitiers, Rouen, Le Mans, Bordeaux, Pau, Bagnolet, Palaiseau, Lille, Grenoble, Montpellier, Paris...): notre mouvement est plus clairement identifié et les prises de contact nombreuses.

La décision de José Bové de retirer sa candidature a provoqué une vive déception, elle a été prise sans concertation avec les Alternatifs, seul mouvement politique à avoir publiquement appuyé ce choix.

Les délégués ont fait état du débat dans de nombreux collectifs unitaires, la situation est très diverse mais on peut constater partout où les collectifs sont constitués d'assez longue date et présentent un caractère pluraliste un intérêt pour les candidatures d'Yves Salesse et Clémentine Autain.

L'appel de militant-e-s des collectifs antilibéraux des Bouches-du-Rhône pour le ressaisissement des antilibéraux a été signé par d'assez nombreux adhérents du mouvement.

Il a été constaté dans plusieurs départements et villes un forte coordination avec des militants de la minorité de la LCR, des écologistes de gauche, des collectifs locaux de gauche alternative.

L'attitude des membres du PCF est diverse, souvent très ouverte lorsqu'ils sont engagés de longue date dans les collectifs unitaires, souvent sans grandes nuances et parfois sectaire lorsqu'il s'agit de nouveaux arrivants.

La volonté de poursuivre et réussir le processus s'est fortement exprimée, bien entendu au-delà des échéances électorales de 2007. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

les 9 et 10 Décembre,

CONFORTER, OUVRIR, AMPLIFIER LA DYNAMIQUE ANTILIBÉRALE.

Nous affirmons depuis le début du processus de rassemblement antilibéral que nous voulons aller jusqu'au bout et que notre candidature ne sera pas une candidature de simple témoignage, aussi faut-il tout faire pour surmonter les obstacles. En effet un échec serait un très sérieux coup d'arrêt aux espoirs nés depuis quelques années et singulièrement depuis la campagne unitaire pour un NON de gauche au projet de traité constitutionnel européen, de voir s'affirmer dans ce pays et à une échelle de masse, y compris sur le terrain institutionnel, une gauche anticapitaliste capable de changer les rapports de force.

Un échec serait aussi une aide objective à la gauche molle qui, surfant sur la popularité médiatique acquise par sa candidate, maintenant désignée par le PS, et sur l'écho du 10 avril 2002, peut bénéficier, faute d'une autre voie crédible à gauche, d'un fort vote pour s'opposer à Sarkozy et à Le Pen.

Battre la droite et éviter l'arrivée de Sarkozy au pouvoir présidentiel, faire barrage à l'extrême droite, sont d'emblée des questions centrales. A juste titre.

Et aussitôt apparaît la question de l'unité pour battre la droite, à laquelle nous répondons unité pour battre la droite oui, mais pour un programme et un projet réellement à gauche. Entre le projet du PS et celui de la gauche du 29 mai, il n'y a pas différence de degré mais de nature.

L'échec collectif en cas de multiplication des candidatures se réclamant d'une gauche anti libérale semble une évidence.

C'est pourquoi les Alternatifs défendront inlassablement le rassemblement le plus large, incluant la LCR, d'autant plus que la victoire de Ségolène Royal au sein du PS rend plus qu'hypothétique un accord avec ce parti, et de larges secteurs socialistes qui ne se satisfont pas de la pression en vue de la droitisement de leur parti.

Concernant la candidature elle-même, évidence des ravages de la personnalisation extrême de la politique actuelle où le « qui » acquiert plus d'importance que le « pour quelle politique », nous sommes attendus sur cette question qui devrait politiquement être secondaire.

L'hypothèse Marie-George Buffet est perçue d'abord comme une candidature du PCF ou autour du PCF. C'est une question difficile, et très certainement douloureuse, pour nombre de militant/e/s communistes qui, à juste titre, savent que sans le poids militant et institutionnel de leur parti, notre rassemblement ne peut aboutir.

Mais les limites d'une campagne symboliquement et de fait organisée autour d'une formation politique, ou d'un mini-

cartel, sont si évidentes que nous voulons espérer qu'elles seront perçues par tous, et que tous privilégieront une construction dans la durée, développant la dynamique du 29 mai et positive pour toutes les composantes politiques du rassemblement.

Les Alternatifs tirent des débats actuels quatre leçons essentielles :

- la mémoire/conscience collective du peuple de gauche n'a pas oublié 2001 et l'hypothèse Sarkozy est vécue comme un danger majeur tant pour les acquis sociaux que pour les libertés publiques. Notre clarté sur le second tour est un acquis essentiel pour mener le débat. Il faut nous affirmer encore plus fortement comme la gauche unitaire anti-Sarkozy et anti-Le Pen.

- Les déceptions de la gauche plurielle ne sont pas non plus effacées. Et elles sont souvent conjuguées avec l'échec des régimes communistes. Cela nourrit un scepticisme sur la possibilité concrète d'une alternative sociale et écologique à la mondialisation libérale et sur le réalisme de nos propositions. Il nous faut travailler, à partir de notre programme, à un plan d'urgence qui en une dizaine de mesures maximum concrétisera nos orientations... et nous engager clairement sur d'autres pratiques politiques, notamment pour une démocratie active.

- Aucun parti, aucune composante de parti ne peut à lui seul répondre à ce double espoir (rêve, pensent certains): battre la droite, construire une société démocratique de justice sociale, d'égalité et d'émancipation et de préservation des équilibres écologiques. C'est notre pluralité qui fait notre écoute et notre audience. Notre diversité est une richesse commune qu'il faut affirmer avec force et traduire dans le choix du/ de la candidat/e à la présidentielle et des candidatures pour les législatives.

- Paradoxalement, beaucoup d'illusions existent sur la capacité de changer le désordre du monde par un changement de majorité parlementaire, sans toucher au cœur du système et sans s'y affronter. Il nous faut plus développer l'articulation entre conquête électorale de la majorité et mobilisation populaire et auto-organisation pour vaincre les résistances du système capitaliste qui, aujourd'hui, domine l'ensemble de la planète.

Une France de gauche devra très vite s'affronter à l'Union Européenne, épaulée par les Etats-Unis. Les pressions seront énormes. Seules une fermeté politique et les mobilisations des peuples pourront y faire obstacle. Pour espérer gagner, il faut le dire et s'y préparer sans attendre. ■

ROUGE & VERT

La Gauche antilibérale doit réussir

Depuis 5 ans, élections et mobilisations rythment la vie sociale et politique : de graves défaites ont été subies (retraites, CNE), quelques victoires arrachées (référendum contre l'Europe libérale, CPE). MEDEF, droites et extrême droite veulent se donner les moyens de passer en force avec les 3 scrutins à venir (présidentielle, législatives, municipales). Les expulsions sans précédent d'enfants et de familles sans papiers, les politiques salariales régressives, la remise en cause dramatique des allocations chômage, des revenus d'insertion mais aussi des droits et des libertés de toutes et tous, l'agressivité économique et énergétique au niveau mondial et ses conséquences, réchauffement climatique et guerres : ces orientations, largement déployées, veulent sceller la marche vers une société d'exclusion, vers le renouvellement du partage du monde par quelques puissances.

A court et à moyen terme, les collectifs unitaires sont le pivot des actions et du devenir de l'arc de force de la gauche antilibérale.

Face aux 80 % réunis par Royale et Strauss-Kahn pour droitiser le PS, des socialistes du non reprennent leur droit à l'expression publique. Le PC doit se transformer pour ne pas disparaître comme force représentative de milieux populaires et militants. La LCR n'a d'alternative au rassemblement unitaire qu'une construction sectaire, voire une nouvelle alliance avec LO. Les Verts de gauche se réaffirment dans des priorités sociales, écologistes et politiques véritables. Ces possibles évolutions positives dépendent, en même temps qu'elles la conditionnent, de la poursuite de la dynamique unitaire.

La gauche antilibérale doit réussir

La réunion nationale des collectifs unitaires des 9 et 10 décembre sera importante pour l'avenir de la gauche du 29 mai. Lourde d'enjeu pour les courants politiques engagés dans la démarche, elle est une étape primordiale avant la collecte des signatures d'élus dont la date limite est le 15 mars 2007.

Il faut que le dispositif de représentation issu de la réunion de décembre permette d'amplifier le succès rencontré par les réunions et grands meetings pour l'alternative unitaire et de porter notre projet sur tous les terrains, militants et médiatiques.

Le porte-parolat collectif est indispensable pour exprimer comme jusqu'à présent la diversité des courants politiques engagés dans la démarche, il doit aussi assurer la présence de porte-paroles significatifs des combats sociaux, altermondialistes, féministes, écologistes... De ces deux points de vue, nous regrettons les décisions de Raoul-Marc Jennar et José Bové et les appelons à occuper toute leur place dans le rassemblement.

Les collectifs unitaires anti-libéraux sont entrés dans une phase critique. Le retrait de Raoul-Marc Jennar du porte-parolat, ainsi que celui de la candidature de José Bové sont des signes préoccupants et nous regrettons certaines pressions et des réflexes partidaires qui se font plus forts.

Les Alternatifs réaffirment leur participation entière au processus de rassemblement et leur volonté de retrouver tous ceux qui ont contribué à la victoire du 29 mai, de la LCR aux socialistes de gauche.

La campagne du non de gauche au TCE n'a pu réussir que parce qu'elle ne s'est pas réalisée, symboliquement et pratiquement, autour d'un parti politique ou d'un cartel. Pour la présidentielle, les Alternatifs défendent la même exigence: une candidature rassemblant toutes les sensibilités et expériences sociales ne peut être celle du principal dirigeant d'un parti.

Ce constat ne nous conduit pas à sous-estimer l'apport et la place des partis, mouvements et courants politiques du rassemblement (le PC, qui y tient un rôle essentiel, mais aussi les Alternatifs, le courant unitaire de la LCR, les courants de gauche socialistes, écologistes, républicains ...).

Tous ces partis et courants auront à gagner à une démarche commune mais aucun ne peut prétendre la fédérer, d'autant moins que les collectifs brassent une grande diversité d'engagements sociaux et politiques et préfigurent de nouvelles pratiques de démocratie active. La démarche que nous construisons s'inscrit dans la durée. La présidentielle n'est qu'une étape, d'autres suivront dans les urnes comme dans les luttes. ■

La Coordination générale
des Alternatifs

Action directe

Réunis en coordination générale le 26 novembre 2006 et considérant

- d'une part, que les intéressés ont accompli un temps de détention bien supérieur à la durée de la peine de sûreté à laquelle ils ont été condamnés,
- d'autre part, que plusieurs d'entre eux souffrent de maladies graves qui devraient leur ouvrir, comme à tout autre justiciable, une possibilité de libération anticipée (jurisprudence « Papon »).

Les Alternatifs s'associent aux appels en faveur de la remise en liberté des prisonniers d'Action Directe ; appels soutenus par des personnalités de toutes sensibilités. Pour les Alternatifs, cette demande de libération ne constitue en rien un soutien à la ligne politique ni à la stratégie de ce qu'a été Action Directe. ■

Voté à l'unanimité

Trêve des confiseurs ?

Avec nos villes et villages alourdis de guirlandes scintillantes et autres cochonneries consuméristes tentant de faire oublier l'espace de quelques semaines une misère sociale – et affective – de plus en plus prégnante, la traditionnelle «trêve de fin d'année» s'installe. Et reconnaissons d'emblée que le semestre qui s'écoule aura été bien loin de ressembler à celui qui avait vu exploser les mobilisations de la jeunesse et des salarié/e/s contre le CPE. Avant d'en cerner les causes, arrêtons-nous sur les conséquences extrêmement négatives d'une telle situation à la veille d'échéances politiques majeures.

Depuis la rentrée de septembre, le MEDEF n'a de cesse d'intervenir ouvertement et brutalement pour remettre en cause les 35 heures et traduire dans les faits sa volonté de remettre en cause droits sociaux et droit du travail.

Dans de nombreuses entreprises, malgré des résistances acharnées, mais isolées, il est parvenu à ses fins. L'usine LU, dans la banlieue nantaise, n'en est qu'un exemple: malgré six mois de débrayages quotidiens, et majoritaires, contre la remise en cause de l'accord sur le temps de travail, la direction, avec l'aval de la section locale CFDT, a réussi à imposer la suppression de 7 jours de RTT et la baisse des heures de nuit. Avant de vendre l'entreprise à un fonds de pension...

Rien que pour ce mois de décembre, dans la quasi-totalité des villes de France, le patronat essaie d'obtenir le maximum d'ouvertures dérogatoires des commerces les cinq dimanches du mois et en nocturne les vendredis et samedis. Non sans succès, hélas (l'appel actif et militant au boycott des surfaces com-

merciales annonçant leur ouverture les dimanches de décembre n'est rien moins qu'une œuvre de salubrité publique, qui doit réunir syndicats de salariés, associations de consommateurs et militant/e/s de la gauche antilibérale).

Globalement, **les réactions à cette offensive du MEDEF n'ont pas été à la hauteur**, malgré nombre de grèves et de luttes sociales dans la plupart des départements, dont, heureusement, quelques

CENTRES DE TRI : salariés de droit privé et fonctionnaires unis dans la lutte.

Depuis le 16 octobre dernier, la mobilisation se développe dans les centres de tri de La Poste d'Ile de France et de plusieurs villes en régions pour obtenir la revalorisation à 3 euros de l'heure de nuit et la suppression des régimes de travail atypiques en nuit, du type 22 heures/6 heures ou minuit/6heures, que la direction entend généraliser au détriment des traditionnels cycles de travail des deux nuits sur quatre.

Ce conflit, qui touche principalement les services de nuit, doit, pour réussir, réunir dans la lutte un nombre à peu près équivalent de salariés de droit privé et de fonctionnaires, soumis à des réglementations du droit de grève très différentes. Pour durer, malgré des salaires particulièrement bas pour les agents de droit privé, la grève allie une grève d'une heure chaque nuit pour les salariés privés et une nuit de grève chaque vendredi pour les fonctionnaires pour lesquels le droit de débrayer une heure est interdit. Une coordination des grévistes regroupant sections syndicales et militants SUD, CGT et FO de 15 centres d'Ile de France s'est mise en place et organise cette grève qui dure et se développe déjà depuis 7 semaines.

Pour l'instant, la direction de La Poste joue clairement le pourrissement et refuse même toute réelle négociation. L'extension nationale de cette grève apparaît donc comme une urgente nécessité pour garantir des conditions de travail acceptables pour tous les salariés des centres de tri quels que soient leurs statuts. A l'heure où nous bouclons ce numéro, le nombre de préavis de grève touchant les centres de province laisse augurer une réelle généralisation du mouvement. C'est peu dire que nous apportons un total soutien aux postières et postiers en lutte. ■



unes ont été partiellement victorieuses.

C'est le cas des 320 salariés de l'usine Thomé-Génot de Nouzonville dans les Ardennes, mise en liquidation judiciaire en octobre dernier, où la détermination ouvrière a contraint l'Etat et les collectivités locales à accepter le versement d'une somme de 25 000 euros à chaque salarié s'engageant dans le nouveau dispositif de Contrat de transition professionnelle (CTP), en attendant de retrouver un hypothétique emploi. C'est également le cas de nombreux débrayages et grèves pour les salaires qui se sont soldés par quelques avancées.

Mais, même avec les acquis du quotidien syndical, qu'il ne faut évidemment pas négliger, pour la majorité des salarié/e/s on est resté loin du compte. Annoncée comme prioritaire par les confédérations syndicales, la bataille du pouvoir d'achat n'a pas été réellement menée. Et ce n'est pas la journée d'action «*pouvant aller jusqu'à des arrêts de travail*», (sic), lancée par les cinq fédérations de fonctionnaires pour le 30 novembre prochain, qui change cette donne. Tout au contraire, elle illustre jusqu'à la caricature l'absence de réelle volonté d'organiser un mouvement social général sur la question décisive du partage des richesses, associant salariés du public et du privé.

Autre bataille annoncée mais toujours non menée de façon centralisée, celle de l'emploi. Alors même que chacun/e de nous sait parfaitement que la baisse comptable des chiffres du chômage est le résultat conjoint d'une politique systématique de radiation des demandeurs d'emploi et d'une vague d'emplois aidés précaires, l'absence de mobilisations nationales pour défendre l'emploi pèse gravement sur la situation politique : côté pile elle conforte les déclarations démagogiques et mensongères de Borloo et consorts sur l'amélioration de la situation de l'emploi dans le pays, côté face, elle isole un peu plus celles et ceux qui se battent, le dos au mur, contre des licenciements et des plans sociaux.

Si le report juridique de la fusion GDF/Suez au printemps prochain

peut, légitimement, maintenir un espoir pour les salariés d'EDF/GDF, force est pourtant de constater que le gouvernement et les directions de ces entreprises ont marqué des points précieux, au point d'amener une majorité de salariés à ne pas participer aux deux dernières journées nationales d'action. Il en est de même pour les deux entreprises majeures du service public que sont la Poste et la SNCF, avec, là encore, des journées nationales de grève qui n'ont regroupé qu'une (forte) minorité des salarié/e/s (cf les derniers *Rouge & Vert*)

A la veille de 2007, cette réalité, certes contrastée, reste celle d'un émiettement des mobilisations sociales, qui, inexorablement, renforce le scepticisme sur la force syndicale et conforte les illusions sur l'éventuelle alternance politique. Combien de réunions syndicales se terminent-elles actuellement en débat politique mixant, autour d'un verre, méfiance et illusion sur l'alternance politique? (A la mesure du peu d'entrain, pour ne pas dire plus, des directions confédérales à

s'appuyer sur les luttes réellement existantes pour les aider à gagner et générer un rapport de force qui impose la question sociale comme question majeure de la société française. Il suffit de reprendre la collection des différents journaux syndicaux du semestre pour constater le peu d'appels à la mobilisation concrète qui y ont été inscrits en « une »).

C'est aussi à l'aune de cette réalité que l'on doit mesurer les responsabilités communes de la gauche antilibérale pour permettre à de très nombreux militant/e/s et équipes syndicales de faire la jonction entre leur militantisme quotidien -et un projet politique réellement en rupture avec les racines des maux qui rongent les êtres humains. Avec la disponibilité consciente et l'expérience de milliers de femmes et d'hommes, il y a là une force sociale et politique décisive pour s'attaquer efficacement aux désordres du monde et reconstruire l'espoir. Ne la gagnons pas .

Julien DOUILLARD ■

Le Chômage et la Précarité, C'est là notre insécurité !

Le samedi 2 décembre, nous organisons unitairement une manifestation nationale contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale !

Il est urgent que le droit au travail, le droit au revenu, à la justice sociale, soient des thèmes prioritaires du débat public, en particulier dans ce contexte pré-électoral. Nous souhaitons recentrer les débats et préciser que l'insécurité, sujet de prédilection annoncé de cette campagne, découle en majeure partie du chômage et de la précarisation de nos vies. Pour résoudre les dysfonctionnements d'un système excluant et inadapté, il faut s'attaquer aux causes et avoir un véritable courage politique pour agir sur celles-ci !

Le diagnostic est plus qu'alarmant : le chômage de masse persiste, plus de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés, la précarité devient la norme (CDD, Intérim, CNE, travailleurs pauvres, intermittents, saisonniers...), plus de 6 millions de personnes sont concernées par les minima sociaux (en comptabilisant les ayant-droits), les moins de 25 ans, les stagiaires sont exclus de tout système d'indemnisation...

Quelles réponses sont apportées à cette situation intolérable et plus que dégradée: des mesures pour plus de flexibilité, la mise en place de contrats aidés avec des exonérations de cotisations patronales, des durées d'indemnisation chômage plus courtes... bref, toujours les mêmes recettes avec parallèlement un contrôle social accru, un harcèlement des allocataires par les services de l'emploi, la stigmatisation des personnes, les radiations...

Le chômage, la précarité, participent à la déréglementation du code du travail, à la casse des acquis sociaux et à la baisse des salaires. Là est la principale insécurité provoquant pauvreté, misère sociale, et nous sommes tous concernés !

Tout le monde doit prendre la mesure et l'ampleur des difficultés auxquelles sont confrontés de plus en plus d'hommes et de femmes de ce pays !

Nous vous appelons toutes et tous à nous rejoindre ce 2 décembre, à 14h00, place de la République pour faire entendre la parole des plus démunis et des laissés pour compte!

AC ! , APEIS, CGT Chômeurs et MNCP

L'eau à Quimper

deux ans de combat

A partir du mois de mai 2004, dans un quartier de Quimper, Le Braden, les conduites d'eau des maisons et immeubles éclatent les unes après les autres. D'une trentaine à l'époque, nous sommes aujourd'hui arrivés à une centaine, probablement plus car tous les sinistrés ne se sont pas fait connaître. Dès le début, l'association de quartier a sollicité la ville pour être reçue afin d'informer celle-ci de l'importance des dégâts et de la nécessité d'intervenir auprès de Véolia (ex CGE) à qui elle a confié la gestion de l'eau, afin que cette société procède au remboursement des frais de réparation et de consommation d'eau excessive supportés par les abonnés. Dans certains cas ces frais atteignaient des montants de 3000 euros uniquement pour la réparation, il y a eu jusqu'à 4000 m3 d'eau de perdus pour un immeuble. Nous avons déjà les preuves que les pressions étaient anormalement élevées.

Un dialogue à sens unique

A la première réunion, le 1er octobre 2004, nous avons eu la surprise en arrivant de constater que la ville s'était déjà entendue avec Véolia sur la réponse : «on ne cédera pas». Nous avons alors fait remarquer que c'était nos conduites qui cédaient.



L'association continuant son action, la ville décide de demander au Tribunal Administratif de Rennes de nommer un expert en novembre 2004, celui-ci aurait répondu qu'il n'était pas compétent pour effectuer cette démarche. Nous avons réclamé à maintes reprises à la ville de nous communiquer cette demande et la réponse apportée. Nous attendons encore.

Après ce refus, la ville nomme elle-même un expert qui rend sa copie en novembre 2005. Loin de nous être défavorable

celui-ci indique qu'il avait constaté trois fois plus de fuites d'eau dans notre quartier que dans le reste de la ville, des variations importantes de pression et le non-remplacement d'un surpresseur qui datait de 1965 et qui était prévu pour 2004.

Le 11 janvier 2006 la ville nous convoque à une réunion pour donner sa version du rapport de l'expert. Ses

représentants (élus et techniciens) sont assis à une table, et nous dans la salle. Sa position est inchangée. Elle avait lu le rapport avec ses propres lunettes et refuse le dialogue. Encore un simulacre de démocratie.

Des promesses de réunion

Lors d'une rencontre fortuite en juin 2006 avec l'adjoint du

Communiqué de presse
des Alternatifs 07

SEBA : Oui, le élus ont du pouvoir !

Le 30 novembre prochain, les délégués du SEBA (Syndicat des Eaux de la Basse Ardèche) vont se prononcer soit pour la poursuite de l'affermage avec la SAUR, soit pour le passage en régie publique de la gestion de l'eau.

Les difficultés éventuelles de passage en régie ont été balayées lors des réunions de réflexion de la commission «régie». Le président du SEBA, M Jean PASCAL, a affirmé publiquement que le problème n'était ni financier, ni technique mais qu'il était du ressort de la volonté politique. Ce que nous partageons. Or, lors du dernier comité syndical le 26 octobre, il a présenté un rapport financier tendancieux et alarmiste sur les incidences financières du passage en régie. De plus, il vient de transmettre par courrier son choix aux délégués en se prononçant pour la délégation de service public, en clair la poursuite de l'affermage.

A l'heure où la plupart des élus locaux déplorent, et à juste titre, le démantèlement et la disparition de services publics de proximité (bureaux de poste, perceptions, menaces sur l'hôpital,...) décidés en haut lieu, ils ont par ce vote le pouvoir de décider eux-mêmes si la gestion de l'eau, bien commun, doit continuer d'être confiée à des multinationales et leurs actionnaires ou si elle doit appartenir au domaine public. D'ailleurs, de nombreuses collectivités locales (grandes et petites, rurales et urbaines) se réapproprient la gestion de l'eau.

Les Alternatifs n'osent pas penser que le vote du 30 novembre prochain ira à l'encontre du discours des délégués sur la responsabilité politique des élus. Ils veulent croire que les délégués privilégieront l'intérêt général en se prononçant pour le passage en régie. Dans tous les cas, les usagers sont et resteront attentifs et vigilants. ■

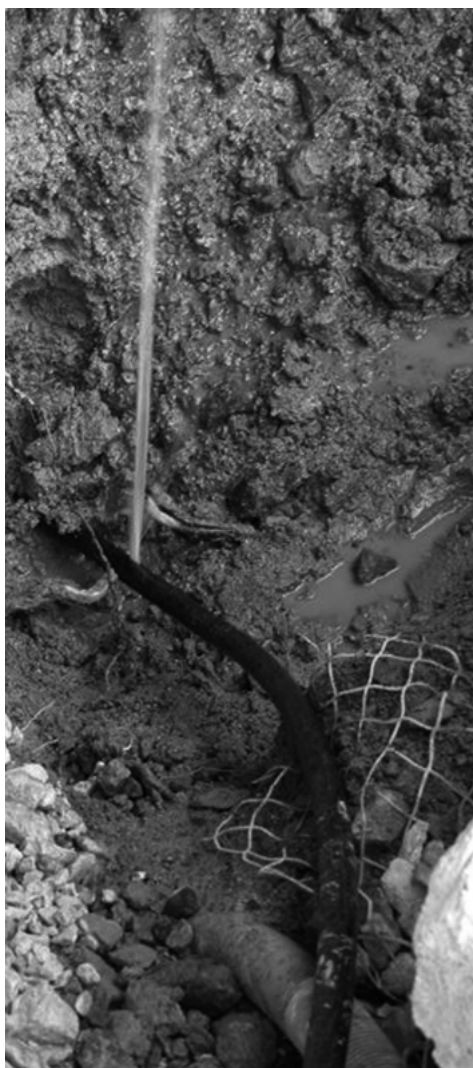
quartier et celui de l'urbanisme, ce dernier nous laisse entendre qu'un accord à l'amiable serait envisageable et qu'il proposerait une réunion. Courant juillet, ne recevant pas de réponse, nous décidons d'envoyer une relance, puis une autre le 23 août à laquelle se joint la CLCV qui avait décidé de nous épauler. N'obtenant toujours pas de réponse, nous décidons alors de provoquer une conférence de presse avec la CLCV et deux autres associations locales pour dénoncer le refus de la ville d'entendre nos arguments. Nous annonçons également qu'une réunion publique sera tenue le 21 septembre.

Les articles de presse qui ont fait suite à cette conférence provoquent une demande de FR3 pour effectuer un reportage. Au cours de celui-ci le directeur de l'agence de Véolia Quimper ose dire (nous l'avons enregistré) que les quimpérois devaient changer leurs conduites d'eau pour les remplacer par des nouvelles résistant à des pressions de 16 bars. Une folie lorsqu'on sait que 3 bars sont suffisants pour les appareils ménagers. Les 3/4 des foyers Quimpérois seraient concernés par cette mesure et à leur frais. Des millions d'euros en perspective mais aussi un aveu de la part de ce responsable que les variations de pression sont importantes..

Un simulacre de débat

La ville restant sur ses positions, nous décidons alors d'envoyer une lettre à tous les conseillers municipaux avec copie au préfet. Dans ce courrier nous informons la ville que Véolia ne respectait pas plusieurs articles du Règlement de service et du contrat d'affermage. Nous faisons remarquer remarquer qu'un autre article, le 49, l'oblige à faire appliquer par Véolia ces dits articles. Nous renouvelons notre demande de rencontre et lui demandons de bien vouloir lire cette lettre lors de la réunion du prochain conseil municipal du 20 octobre.

Enfin une réunion nous est proposée par l'adjoint à l'urbanisme et l'adjoint de quartier, le 18 octobre, deux jours avant celle du conseil municipal. D'emblée ils nous demandent si nous avons reçu la réponse du maire, nous lui répondons que ni la CLCV, ni nous, n'avons reçu de lettre; il paraissent étonnés, nous disant que le courrier était daté du 10/10 (en fait nous l'avons reçu le 20/10, le cachet de la Poste était daté du 17/10). Ils nous font une photocopie immédiatement. Ce courrier, en fait, confirme la position que la ville tient depuis deux ans, la discussion ne peut donc se réaliser. Les deux adjoints sont très embarrassés, nous disant qu'ils sont tenus par la solidarité municipale, ils nous font même comprendre qu'ils ne sont pas d'accord avec la décision du Maire, ils ajoutent aussi que notre dossier est très solide



Réunion du Conseil Municipal :le Maire persiste Arrive le jour de la réunion du conseil municipal. Avant le début de celle-ci, le maire m'informe qu'il me donnera la parole. Pendant 20 minutes j'ai eu l'occasion d'exposer nos arguments. J'annonce au conseil que la ville ne fait pas respecter le contenu du règlement de service par Véolia, que cette société lui avait menti en ce qui concerne la pose des réducteurs, enfin je lui demande quel était son avis sur la déclaration du responsable de Véolia Quimper sur la nécessité d'installer des tuyaux résistant à des pressions de 16 bars. Je lui rappelle que Véolia à Quimper avait été condamné par la Cour régionale des Comptes pour avoir surfacturé les abonnés quimpérois de plusieurs centaines d'euros par foyer. Je propose alors au Maire de récupérer ces sommes afin de rembourser les sinistrés des frais inhérents aux éclatements des conduites d'eau.

La réponse du Maire est une fin de non-recevoir. Il nous suggère d'engager une procédure judiciaire. Je lui réponds, « ce sera chose faite la semaine prochaine ». Nous avons effectivement effectué les premiers contacts.

Nous gagnerons. ■

Edouard RYCKEBOER

Faim En finir

Aujourd'hui, les pratiques des échanges agricoles et alimentaires mondiales menacent gravement l'autonomie alimentaire des pays du Sud comme celle des pays développés. Cette alternative de la souveraineté alimentaire est réaffirmée par la Confédération paysanne dans le cadre des élections aux Chambres d'agriculture en Janvier 2007 comme un droit pour les Etats ou régions de redéfinir leur politique agricole et alimentaire et de protéger leur agriculture vis-à-vis des importations à bas prix. La souveraineté alimentaire est revendiquée par les pays africains (inscrite dans la loi au Mali) comme un droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. Pour leur part les consommateurs français accordent une plus grande importance aux conditions sociales et environnementales de production des aliments. Dans un monde comptant 850 millions de personnes sous-alimentées, dont 70 % de paysans (déficiences nutritives ou caloriques, le plus souvent en protéines, en vitamines)...il convient d'agir !

La «coopération» Nord-Sud a atteint ses limites, le creusement des écarts entre pays riches et pays pauvres s'accompagne d'une stagnation des aides publiques au développement (seuls 4 pays européens consacrent plus de 0,7% de leur

d'autonomie avec la crise agricole

PNB à l'aide au développement). Tout en parlant officiellement de coopération, les grandes puissances ne cherchent qu'à «faire des affaires» et «augmenter les profits» ; cette politique s'accompagne généralement d'un langage de type «néocolonial». L'agriculture américaine et toutes les agricultures productivistes sont très consommatrices d'énergie, l'agriculture capitaliste (financière) s'est installée en Europe de l'Est. Les exportations européennes en direction des pays du Sud (produits finis, semences, engrais...) ne font que compromettre le développement des productions vivrières locales.

L'accroissement de la malnutrition et de la sous-alimentation n'est pas d'abord dû aux contraintes naturelles, mais à des circonstances politico-économiques qui interdisent aux pays concernés de mettre en oeuvre leur capacité agricole propre. La capacité de l'agriculture paysanne traditionnelle à répondre aux besoins alimentaires du pays s'appuie sur l'existence d'une forte biodiversité agricole (semences).

Relocaliser la production agricole

Au niveau local, il faut favoriser le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux, il faut transformer et commercialiser sur place. Au Sud, les cultures vivrières de subsistance et l'agriculture familiale doivent être privilégiées en maintenant l'emploi agricole et protégeant une agriculture vivrière de proximité plutôt que d'absorber les surplus européens (poulets, lait...) et une aide alimentaire structurelle qui menacent directement les productions africaines.

Pour Marc Dufumier, professeur d'agriculture comparée et de développement agricole à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon, les systèmes de culture et d'élevage mis en oeuvre aujourd'hui par les paysanneries du Sud ne sont ni «archaïques», ni condamnés à l'immobilisme. Et l'erreur serait de croire que le développement de l'agriculture dans les divers Tiers mondes devrait désor-

mais suivre inévitablement la voie tracée jusqu'alors par les exploitants des pays du Nord : celle d'une « chimisation » et d'une moto-mécanisation sans cesse accrues. Nombreux sont alors les paysans condamnés à l'exode rural ou aux départs clandestins vers l'étranger, sans promesse d'emplois.

L'agriculture paysanne est une alternative aux produits standard, une contribution écologique alors que les agricultures compétitives ne reproduisent pas le capital biologique de l'écosystème. Dans tous les systèmes de production, même ceux mis en oeuvre par les agriculteurs familiaux ; Les économistes ne tiennent compte que de la productivité du travail immédiat sans intégrer la dégradation de l'écosystème. Il est nécessaire d'assurer la rémunération des agriculteurs pour qu'ils protègent l'environnement, leur reconversion dans ce sens doit être rémunérée.

«Les agricultures du Tiers-monde doivent produire davantage plutôt que d'attendre l'apport des excédents de nos pays. Il y a toute possibilité aujourd'hui de nourrir dix milliards d'hommes sur cette terre. Mais à condition d'obtenir de meilleures répartitions des revenus et des moyens de production. Pour résoudre cette question il n'y a pas d'autres solutions que la protection de l'agriculture vivrière par les prix. C'est-à-dire que les gens aient une rémunération suffisante pour passer de la houe à la traction animale et de la traction au petit motoculteur.»

Parallèlement des agriculteurs n'ayant pas accès aux intrants trop onéreux (à base d'hydrocarbures) retrouvent une agriculture organique. L'agriculture paysanne peut protéger les écosystèmes avec le système de polyculture élevage. L'élevage fermier de haute qualité doit être valorisé, le consommateur averti acceptera de le rémunérer. Une alliance entre les groupements de consommateurs et les syndicats paysans doit s'opérer dans les quartiers, dans les campagnes ; on parle aujourd'hui de consommer localement, la crise énergétique et écologique aidant.

L'éducation pour modifier le paysage français

Produire et consommer pour vivre au pays, c'est maintenir des relations de proximité, donc d'une autre façon rémunérer l'agriculture. Marc Dufumier propose dans la réorientation de la PAC en 2008 de transférer les aides et subventions de la PAC à la restauration collective, afin que celle-ci puisse accroître la demande en produits de qualité et permettre ainsi une meilleure rémunération des agriculteurs concernés (via une hausse des prix). Les couches les plus modestes qui fréquentent davantage la restauration collective (établissements scolaires, maisons de retraite, restaurants d'entreprises) auraient ainsi accès à une alimentation de qualité sans frais supplémentaires. Dès l'Ecole l'éducation au goût permettrait d'améliorer en profondeur les habitudes alimentaires.

Promouvoir une agriculture paysanne, durable et solidaire pour davantage d'autonomie et mieux répondre aux enjeux sociétaux ? Au prochain rendez-vous africain « Nyéléni » du Forum Mondial de la souveraineté alimentaire (Sélingué 23-27 février 2007), nul doute que la volonté de rompre durablement avec l'OMC et d'en finir avec le colonialisme dévastateur sera réaffirmée.

GWEL@N



Que faut-il penser des biocarburants ?

Le réchauffement de la planète est sans aucun doute la manifestation la plus inquiétante de la crise écologique, comme l'ont rappelé les différents intervenants ayant participé à la journée mondiale du 4 novembre, consacrée à cette question et qui a eu lieu à Paris.

En s'appuyant sur l'étude des cycles naturels, les scientifiques ont prouvé que ce réchauffement va en s'accroissant depuis 1980, n' en déplaçant à Claude Allègre, imperméable à l'écologie, qui va jusqu' à mettre en cause la diminution de la calotte glaciaire !

Les activités humaines (en particulier les émissions de CO₂ dont sont responsables les productions industrielles, les activités ménagères et les transports par la route) contribuent fortement à ce réchauffement.

Dans ce contexte, de nombreux responsables politiques européens (parmi lesquels notre ministre de l'Economie) présentent les biocarburants comme une alternative crédible au pétrole et une réponse à la crise environnementale.

Avant de faire le point sur l'intérêt que pourraient présenter les biocarburants du point de vue écologique et économique, il faut regretter que cette question soit rarement traitée dans la globalité du problème des transports, sans remise en cause de l' organisation des territoires, ni de la chaîne qui va de la production à la consommation.

Car c' est là que se situe le cœur du pro-

blème: on ne résoudra pas la crise écologique par des mesures techniques, aussi intéressantes soient-elles. Pour réduire efficacement les pollutions causées par les transports, il faut revoir la conception de l'aménagement du territoire, il faut donner la priorité aux productions locales dans la mesure où cela est possible, afin de réduire les déplacements des personnes et des marchandises Il faut ensuite faire le choix des transports les moins polluants, donner la priorité aux transports collectifs publics, assurer une bonne intermodalité entre ceux-ci. C'est à cette condition seulement qu'on réduira la place de la voiture individuelle. Et c'est dans ce schéma que les avancées technologiques offriront un réel intérêt.

Quel impact pour l'environnement?

Selon l' ADEME, les biocarburants permettent de lutter contre le réchauffement climatique et l'effet de serre.

Le CO₂ rejeté lors de leur combustion est en grande partie absorbé lors de la croissance des plantes qui servent à le fabriquer. On peut donc considérer qu'ils peuvent être intéressants du point de vue environnemental, même si l'on prend en compte tout le processus allant de la production à la distribution,

Mais les résultats sont contrastés selon la nature des biocarburants:

□ La filière EMVH/Diester produit 3,5 fois

moins de gaz à effet de serre que la filière gazole, et a un rendement énergétique 3,3 fois supérieur.

□ La filière éthanol produit 2,5 fois moins de gaz à effet de serre (60 %) et a un rendement énergétique 2,3 fois supérieur à la filière essence,

□ Mais l'ETBE, éther obtenu à partir d'éthanol, a un effet minime sur la réduction des gaz à effet de serre et un faible rendement énergétique (environ 1)

Et c'est justement la filière éthanol que Thierry Breton choisit de promouvoir.

Il y a aussi des impacts positifs sur la pollution de l' air : ils permettent de réduire la quantité de monoxyde de carbone et ne contiennent pas de soufre.

Par contre, les aspects négatifs ne manquent pas. Ils concernent essentiellement l'aggravation de la pollution des sols (par l'augmentation des engrais et pesticides utilisés et sans aucun doute l'utilisation des OGM),

Par ailleurs un conflit se produirait si la culture des plantes transformées en biocarburant devait prendre une place importante à l'avenir. En France par exemple, où la consommation de pétrole dédiée aux transports s'élevait en 2002 à 50 millions de tonnes, il faudrait consacrer une surface représentant 3 à 4 fois celle des terres agricoles actuelles à ces nouvelles cultures,

Quel impact pour l'agriculture?

Certains agriculteurs se félicitent de l'appui gouvernemental au développement des biocarburants et voient là un moyen d'écouler les betteraves sucrières, le blé, le maïs, le tournesol nécessaires à la production des biocarburants.

Ce n'est pas l'avis de la Confédération Paysanne . A juste titre, elle rappelle que, «l'éthanol n'est pas l'alternative susceptible de lutter efficacement contre les gaz à effet de serre». Et comme de nombreux spécialistes, elle met en avant " le combat qui s'engage entre les réservoirs des véhicules des pays riches et les ventres des pays pauvres."

Lester Brown, président du Earth policy Institute, fait remarquer qu' " il faut autant de céréales pour faire le plein d'un 4x4 que pour nourrir une personne pendant un an." Il rappelle également que le prix du sucre a déjà doublé en dix-huit mois à cause de l'utilisation par le Brésil de la canne à sucre pour produire son éthanol, et celui du maïs ou du blé ont augmenté de 25% depuis janvier.

Autant de raisons qui doivent nous inciter à être méfiants devant un carburant qui est loin d' être la panacée. ■

Bernard CARON

QU'EST- CE QU' UN BIOCARBURANT?

Réalisés à partir de molécules d'origine agricole, les biocarburants¹ associent à des propriétés techniques reconnues (carburants et additifs), des qualités environnementales.

Les biocarburants sont issus de plantes cultivées telles que betteraves, colza, ou tournesol. Ils se divisent entre les esters et les huiles et l'éthanol et les éthers. Actuellement, 1% de la consommation française totale de carburants est fourni par deux filières de biocarburants : la filière des huiles végétales et leurs dérivés (esters), dont la fabrication est assurée majoritairement par la production de 300 000 hectares de colza et de trois unités industrielles d'estérification.

Les esters et les huiles sont utilisés pour compléter le gazole routier ou le fioul de chauffage. Les esters sont produits par un processus chimique consistant à débarrasser l'huile végétale de son glycérol. Ils présentent un très bon rendement énergétique. Les huiles sont synthétisées à partir des graisses et des huiles végétales extraites du colza ou récupérées, comme les huiles de friture usagées.

La filière du bioéthanol et son dérivé l'ETBE, dont la fabrication est assurée à partir de la production de 28 000 hectares de betteraves et de blé et de trois unités industrielles de transformation d'ETBE. L'éthanol et les éthers sont utilisés comme additif oxygéné dans la formulation des essences sans plomb. L'éthanol est obtenu par fermentation des sucres. En Europe, la betterave à sucre et le blé sont les deux matières premières les plus utilisées. Les éthers sont issus d'une réaction entre le bioéthanol et l'isobutène, un composant intermédiaire issu de la pétrochimie.

Ces biocarburants ne sont pas utilisés purs. Ils sont mélangés aux carburants (selon un dosage pouvant aller jusqu'à 30%) afin d'être utilisés dans les bus et véhicules utilitaires ou introduits en faible quantité dans les carburants en tant qu' d' additifs de formulation ou de lubrifiants.

Source: ADEME

(1) La Confédération Paysanne considère que ce terme n' est pas adéquat, la référence au «bio» étant trompeuse. Elle préfère parler d' AGRO-CARBURANTS, un choix que les Alternatifs pourraient faire également.

Le bout du tunnel

Du 16 au 22 octobre, la troisième opération « votation citoyenne » s'est tenue dans plus de 100 villes de France. «Votation citoyenne 2006» avait lieu seulement 10 mois après «votation citoyenne 2005» et dans une période où les militants étaient déjà fortement occupés par ailleurs notamment contre les expulsions.

Pour la participation aux législatives (41% de réponses favorables) et aux présidentielles (37%), les résultats sont supérieurs à ce qu'ils étaient, il y a 10 ans, pour les élections municipales et européennes !

Par ailleurs, il faut noter que tous les sondages de la Lettre de la citoyenneté depuis 1994 ont été conduits avec la même question qui porte sur les élections municipales et européennes: les politiques, les journaux n'entendent qu'élections municipales ou locales. Les élections européennes sont toujours oubliées ! Il est difficile de comprendre cette surdi-mutité étonnante! Car enfin si demain le droit de vote et

Pour le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes, le Conseil constitutionnel a statué qu'il n'était pas nécessaire de réformer la Constitution. Il suffit donc qu'une majorité de l'Assemblée nationale y soit favorable pour que cette réforme puisse être réalisée. Certains ont justifié leur inertie en la matière en invoquant une nécessaire révision des traités européens. Dans un arrêté récent, la Cour de Justice des communautés européennes a reconnu qu'« il appartient aux Etats membres de déterminer les titulaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen » (1).

Chaque pays peut dire qui est électeur, qui est éligible au PE. Au Royaume Uni, les ressortissants du Commonwealth, qui n'ont pas nationalité britannique, qui n'ont pas la citoyenneté de l'UE, participent depuis longtemps aux élections européennes. Rien ne justifie donc cette discrimination entre étrangers en France ou entre résidents extracommunautaires suivant qu'ils habitent au Royaume-Uni ou en France, qu'ils viennent du Commonwealth ou d'ailleurs.

Après trente années de promesses non tenues, il faut poser aux candidats aux différentes élections (présidentielle ou législatives) les questions pratiques : Droit de vote et d'éligibilité, à quelles élections? Quand ? Comment ?

	TOTAL	VOTANTS	OUI %	NON %	Blancs % ou nuls
2002	38 108	35 167	92,3	7,5	0,2
2005	66 347	60 271	90,8	8,7	0,5
2006	80 354	73 392	91,2	8,2	0,6

Ce tableau donne les résultats des 3 opérations « votation citoyenne » de 2002, 2005, 2006. Il permet de constater une mobilisation croissante des militants et de la population sur la question. Le nombre de votants a augmenté de plus de 20% d'une année à l'autre et a plus que doublé par rapport à 2002. C'est dire que la demande est forte pour l'extension du droit de vote aux résidents non communautaires du droit de vote et d'éligibilité pour les élections locales.

« Votation citoyenne » n'a pas valeur de sondage mais d'engagement militant. A la même période, la Lettre de la citoyenneté a fait réaliser un sondage qui comportait 3 questions : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes, droit de vote aux élections législatives, droit de vote aux présidentielles. Les résultats (Tableau 2) permettent de constater, une fois de plus, que l'opinion publique est majoritairement favorable au droit de vote et d'éligibilité pour les municipales et les européennes.

Désormais, les voix de personnalités de tout l'arc parlementaire se sont élevées en faveur de la participation des résidents étrangers non communautaires aux élections locales (Panafieu, Raffarin, Sarkozy entre autres) et des partis de gauche ont pris position pour le droit de vote à toutes les élections (PC, Les Verts, Extrême-gauche). On voit mal ce qui empêche de passer aux travaux pratiques !

d'éligibilité était attribué à tous les résidents quelle que soit leur nationalité pour les seules élections municipales et/ou locales, il y aurait encore un traitement discriminatoire des étrangers en fonction de leur nationalité, les bons, citoyens de l'Union européenne, et les autres !

C'est ce qui justifie la campagne « un million de signatures pour une citoyenneté européenne de résidence » qui veut promouvoir l'élargissement de l'Union européenne vers l'intérieur, vers ceux qui y vivent et subissent quotidiennement les

Type d'élection	Très favorable	Assez favorable	Total favorable	Assez opposé	Très opposé	Total opposé
Municipales et européennes	13	37	50	29	19	48
Législatives	9	32	41	33	24	57
Présidentielles	10	27	37	30	31	61

aléas de la politique européenne. Mais la revendication de la citoyenneté européenne de résidence va plus loin que le seul droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes. Si elle était entendue, cela impliquerait que demain les nouveaux droits qui pourraient être attribués aux citoyens de l'UE le seraient à tous les résidents quelle que soit leur nationalité. Le principe d'égalité serait respecté entre tous les étrangers quelle que soit leur nationalité (pour signer la pétition : http://www.aedh.eu/petition_million/petition-million.htm).

Les prochaines élections municipales auront lieu en 2008, les européennes en 2009. Il faut exiger qu'elles se fassent avec la participation de tous les résidents. A défaut, cela repousserait à 2014 !

Pour les municipales, il est clair qu'il faut réformer la Constitution dans le deuxième semestre de 2007. Aux politiques de nous dire comment ils vont s'y prendre pour ne pas décevoir une fois de plus. ■

Paul ORIOL

(1) COMMUNIQUÉ DE PRESSE n° 70/06 12 septembre 2006. Arrêts de la Cour dans les affaires C-145/04 et C-300/04 : Royaume d'Espagne/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M. G. Eman et O.B. Sevinger/College van burgemeester en wethouders van Den Haag.

A propos de nécessité

UN ESSAI D'ANALYSE « SOMMAIRE » DU PHE

Rouge & Vert avait, fin 2005, annoncé la fusion MGER/ Alliance. Si nous reparlons aujourd'hui des Alternatifs réunionnais, c'est pour parler d'une scission.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que les militants Alternatifs Rouges et Verts dans l'île de la Réunion se sont résolus à jouer les Pénélope et défaire en Octobre 2006 ce qu'ils

avaient essayé de construire en OCT 2005.

Ceux qui les connaissent savent bien qu'ils n'ont rien de joyeux lurons versatiles. Ils ont en ces deux occasions obéi aux mêmes principes et préoccupations. Que faire quand on est Alternatif dans une île où l'essentiel des forces populaires se reconnaît soit dans le PCR, soit dans la fédération du PS tel qu'il est ?

L'idée, c'est qu'il faut admettre et peser, autant que possible, sur l'un comme sur l'autre en opposition à ce qui pourrait tenter l'un ou l'autre en fait de compromission néo-ibérale ou d'orientation xénophobe et/ou chauvine.

Bien sûr le PCR est riche d'un passé de luttes, aux côtés du mouvement syndical, et d'un lien historique avec le mouvement ouvrier révolutionnaire français et international. Il en reste d'ailleurs des liens personnels et affectifs chez ses dirigeants historiques, largement médiatisés à l'occasion, associant ses cadres à des dirigeants connus du tiers monde progressiste depuis l'Afrique jusqu'à la KANAKIE, en passant par l'Amérique Latine. Le tout est appuyé sur un culte de la commémoration et une appropriation maximale du thème de l'esclavage comme des éléments constitutifs de la culture créole. Il faut à tout prix se distinguer du PS local et de sa pâle figure, masquer autant que possible la parenté de contenu.

Fondamentalement, au regard d'une analyse classique posée en termes de classe, PCR et PS représentent les mêmes intérêts (de classe) à la Réunion. Celui d'une classe moyenne enrichie (mais le PCR le déguise derrière la mise en avant de quelques corps de métiers tels que les dockers par exemple). Cet intérêt de classe se voit :

1) par les salaires majorés de la Fonction Publique pour les titulaires de leurs postes à l'exclu-

sion des clients –journaliers des communes et autres bénéficiaires ligotés d'emplois aidés,

2) par la valorisation du foncier lié à la défiscalisation.

3) par les abattements d'impôts sur les revenus.

Les deux partis partagent la même volonté de « consolider » la position de ces petits possédants, tout en se disputant l'électorat des plus pauvres à grand renfort de promesses clientélistes d'embauche en cas de succès partisan pour les clientèles en attente.

Consolider, cela veut dire maintenir les revenus des fonctionnaires en poste au niveau acquis comme c'était d'ailleurs déjà garanti par l'alliance VERGES-DEPERETTI en 1997. C'est aussi tarir la source salariée par la remise en cause des trois fonctions publiques, lesquelles seraient remplacées par une nouvelle institution visant à recruter des candidats à des concours locaux se substituant aux concours nationaux, relevant d'autres statuts et donc vraisemblablement moins rémunérés. Une telle proposition n'est pas à prendre à la légère comme simple symptôme de démagogie sans lendemain alors même que le scandaleux amendement constitutionnel VIRAPOULLE nous en protège, contradictoirement à court terme, et réduit le champ des expérimentations possibles aux seules possibilités existant aussi en métropole, c'est-à-dire pas grand-chose. Il n'est d'ailleurs pas démontré que l'absence de cette possibilité de légiférer aurait permis de recruter en concurrence des trois fonctions publiques ordinaires comme il est commun de le faire en TOM ; à moins de devenir un TOM, précisément. Là se situe le grand problème posé par le bien mal nommé « Nouveau Contrat Social » du PCR. Le contrat républicain en vigueur

MAYOTTE DE PIRE EN PIRE !

La pression augmente à Mayotte où se multiplient les témoignages d'abus privés à l'encontre de la population clandestine Comorien-ne. Les vols et agressions de diverse nature s'y trouvent en effet encouragés par la crainte des victimes à se plaindre devant une police et une justice dont ils se méfient. Ils la craignent plus encore que les voleurs, violeurs et autres praticiens d'exactions diverses.

Les plus mauvais des Mahorais ne s'handicapent plus de la moindre retenue morale, y compris en plein mois du Ramadan. Cela s'empire des menaces qui émanent de l'administration française, indifférente à l'étrangeté de son statut de gestionnaire d'une île qui, en droit international, relève d'un Etat réputé indépendant, La République des Comores.

« Il est encore fécond le ventre... » de cette petite bête immonde qui donna à la France des fonctionnaires compétents et talentueux comme le furent PAPON et bien d'autres Vichystes. Ils n'étaient guère différents des fonctionnaires français pleins de zèle qui se font les crocs et s'exercent à Mayotte d'une fermeté qu'ils espèrent sans doute pouvoir généraliser ailleurs.

C'est ce que signale sans trop le vouloir MAYOTTE hebdo, reproduisant dans ses colonnes les déclarations de Mr Roman LEAUSTIC directeur adjoint de la Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle...DTEFP. Il refuse toute perspective de régularisation même si l'employeur en fait la demande. Il dit : « Nous devons parler d'une seule voix. Le principe de régularisation n'existe pas. Les gens qui sont rentrés d'une manière illégale sur le territoire ne peuvent en aucun cas être régularisés »

Un tel antihumanisme de principe nie complètement les obligations de Droit de la France vis-à-vis d'elle-même, ses obligations Européennes et ses engagements à l'égard de l'ONU. Elle y est considérée comme coupable du délit d'occupation coloniale prolongée d'un territoire reconnu appartenir à un autre Etat, la République des COMORES avec laquelle il faudra bien, un jour ou l'autre, négocier un accord global.

A MAYOTTE l'origine des familles est très complexe. Nombre d'entre elles sont largement apparentées aux Anjouanais. Ces Mahorais-là ne sont généralement pas moins xénophobes que les autres. Quand même, ils ont tendance à donner du travail sous-payé à leurs cousins clandestins et certains, moins mauvais que d'autres, voudraient les déclarer et régulariser. C'est à cette « solidarité » résiduelle et bien limitée que la DTEFP veut mettre fin sous la bannière de Mr LEAUSTIC qui les menace des pires ennuis s'ils persistent. On entendra sans doute reparler en métropole de cet homme et de ses semblables si d'aventure un gouvernement de droite extrême a besoin de fonctionnaires adéquats à une politique dénuée de toute retenue Républicaine superflue ! Ceux-là s'entraînent à Mayotte, ils sont déjà prêts pour sévir au pays !

François ESQUER

politique

NOMENE PCR !

en France est un bien imparfait héritier du « CONTRAT SOCIAL » de J.J. ROUSSEAU. Cependant, il fixe des règles de recrutement rigoureuses au recrutement des fonctionnaires de l'Etat par concours, hors toute forme de discriminations visibles, au mérite d'épreuves écrites généralement anonymes comme l'est aussi le diplôme du baccalauréat, en sorte que les minorités visibles y sont mieux représentées qu'ailleurs.

C'est un héritage direct de la grande avancée du Droit intervenue à la libération quand THOREZ était ministre de DE GAULLE. C'est à cette avancée que mettrait un terme local de durée indéterminée la proposition de moratoire du PCR. C'est une politique aventuriste qui aurait le défaut supplémentaire de créer un précédent contre l'intérêt général des travailleurs de la France entière. Une trahison de classe typique dans le langage du Marxisme originel. Elle se complète de diverses propositions peu développées devant le public, proches du PDA de naguère, bases du compromis de classe passé avec la grande bourgeoisie locale et le grand patronat priés de s'intéresser à leur arrière-pays économique, l'ensemble de l'Océan Indien en vue d'y investir au niveau requis en coopération avec les efforts de la Région pour tisser des liens plus étroits avec d'éventuels partenaires politiques et économiques.

L'intérêt des grandes familles est bien sûr représenté par l'UMP ; mais s'il existe des haines récurrentes comme celle qui oppose VERGES et VIRAPOULLE, il n'y a jamais expression de conflits de classe inter-

nes dans l'île ni au PS ni au PCR. Le recours périodique à la xénophobie anti-zoreil permet d'en évacuer aisément la pertinence en cas de besoin. Pendant ce temps-là 50/100 des électeurs de l'île s'abstiennent aux élections générales.

Le PCR est un colosse par la puissance de son appareil, celle des réseaux qu'il contrôle et le caractère très resserré de sa chaîne de commandement. Il a des pieds d'argile par la faiblesse de ses structures militantes de base « désintéressées », un mode de fonctionnement obsolète, dénué d'attrait spontané pour la jeunesse du pays. Il repose sur sa tête au sens où les vrais débats y sont menés en un cercle très restreint et tranchés par une seule personne, elle-même héritière dynastique préoccupée de transmettre le sceptre à son héritier au sein du groupe familial. En ce sens, le PCR n'a plus rien de commun avec les PC européens, plus proche d'un modèle asiatique, voire Nord Coréen. Ici s'explique le statut féodal des forces satellisées de l'alliance ; elles ont été payées d'avance par leurs sièges à la région, elles le seront à nouveau lors des municipales mais les choses sérieuses, programme et stratégie globale, ne sont pas de leur ressort. C'est la direction du PCR et personne d'autre qui décidera de ses investitures aux législatives comme de ses choix à la présidentielle au nom de ses intérêts bien compris considérés en dernière instance comme ceux-là mêmes du peuple Réunionnais.

François ESQUER
philosophe alternatif.

Nous sommes féministes

Pourquoi? Solidaires et autogestionnaires, nous sommes nécessairement sensibles aux discriminations, injustices, violences, subies par les femmes, tout au long de l'histoire et au présent, ici et ailleurs. Certes, l'approche des problèmes sous l'angle du féminisme n'explique pas tout et, isolée, elle est insuffisante. Cependant nous savons bien qu'à l'inverse la question de la domination d'un sexe sur l'autre déborde les approches politiques et économiques traditionnelles. Autrement dit, être attentifs à la dimension féministe, en théorie et en pratique, est essentiel, en lien avec les autres dimensions.

Nous avons, plus ou moins, conscience de cela, mais sans réflexion spécifique, ni véritables lignes directrices ; par ailleurs, chacun(e) travaille dans son secteur, dans son coin, mais souvent isolément, et c'est décourageant. Ainsi, des commissions, rencontres, Universités d'été existent ou ont eu lieu sur l'écologie, l'autogestion, l'international...mais pas sur le féminisme. Du moins jusqu'à présent, puisque la fédération des Alpes-Maritimes, où plusieurs militant(e)s sont actives et actifs dans ce secteur, renforcée par des militant(e)s d'autres départements, ont pris en charge l'organisation d'une journée de travail consacrée au féminisme, précédant la prochaine Université d'été sur ce thème.

Cette journée, qui s'est déroulée à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, a réuni une quarantaine de militants, venus principalement des régions Paca, Ile-de-France, Rhône-Alpes, Languedoc.

De quoi s'agissait-il ?

- D'initier un travail approfondi sur la question, impliquant le mouvement dans son ensemble,
- d'échanger, par écrit et oralement, des idées, des expériences, des projets,
- d'ouvrir des pistes pour penser plus clairement la question, mesurer ce qui relie nos fondamentaux, agir avec cohérence et efficacité,

-de préparer une Université d'été, en août 2007.

Quelles problématiques, pistes de travail, directions pour l'action, ont-elles été abordées ?

-La domination masculine s'ancre dans la plus lointaine histoire. L'histoire du féminisme nous éclaire sur les situations présentes et sur les différences d'approches. Il faut nous emparer de cette histoire, et nous en instruire.

-La question du genre, de sa genèse dans l'histoire, de sa construction dans nos représentations mentales, est à reprendre le plus clairement possible, notamment en repérant son rôle dans nos comportements et nos affects les plus quotidiens : distinguer sexe et genre et affirmer que le genre est une construction sociale qui est utile mais ne suffit pas.

Ces dimensions théoriques de la question sont à considérer en rapport avec nos comportements et pratiques sociales. Parmi celles-ci le travail en atelier de l'après-midi a permis d'aborder quatre domaines :

- celui du travail, dans le prolongement de l'Université d'Auch, sous l'angle de la discrimination sexiste;

- celui de la parité, domaine politique essentiel, où il importe de faire le point ;

- celui de l'éducation, dont chacun(e) a pu mesurer combien il est au cœur du problème;

- celui de la prostitution, complexe, où des positions contradictoires s'opposent (pas entre les participant(e)s à cette journée).

Dans les mois qui viennent, des textes résultant des travaux de cette journée seront publiés dans Rouge-Vert. Ils seront autant de jalons en vue de notre prochaine Université d'été. Une équipe ouverte à tous ceux et celles qui souhaiteraient y participer s'est constituée pour préparer et coordonner celle-ci, qui se profile comme une étape importante de la construction de notre mouvement. ■



l'espoir d'un peuple

Victoire attendue d'Hugo Chavez

Le 3 décembre, les électeurs vénézuéliens sont appelés à voter pour l'élection présidentielle. Pour la 12^e fois depuis 1998, une forte majorité (60 % selon les sondages) devrait renouveler sa confiance à Hugo Chavez et se prononcer pour la poursuite du processus révolutionnaire. Son rival d'Action Démocratique, Manuel Rosales, (social-démocrate soutenu par la droite) est crédité de 25 % des voix. La décision d'une partie de l'opposition de participer à cette élection a provoqué des divisions internes et a permis d'isoler les conspirateurs.

Après avoir utilisé toutes les armes pour déstabiliser le régime bolivarien, il semble bien que la droite reste durablement hors-jeu même si elle contrôle encore une part non négligeable du pouvoir économique. Elle est impuissante face au processus qui bénéficie d'une conjoncture économique très favorable et qui permet l'amélioration des conditions de vie des exclus et des progrès substantiels en matière de santé, d'éducation et de gestion de l'eau.

Le mode de gestion participatif a permis le développement de mouvements sociaux puissants et innovants. Les Conseils techniques de l'eau et les comités des terres urbaines regroupent un million de familles. La création de plus de 100 000 coopératives a permis la création d'1,5 million postes de travail. La mise en place des Conseils communaux implique encore davantage la population à la gestion de son espace territorial. Toutes ces avancées démocratiques et sociales n'ont cessé de renforcer le soutien populaire à Hugo Chavez et ce ne sont pas les quelques dérapages verbaux ou une politique internationale parfois douteuse qui entameront ce capital de sympathie. Reste que le dessein du socialisme du XXI^e n'est pas encore très clair, s'agit-il d'une rupture totale avec le capitalisme ou une redistribution plus équitable ? La gauche révolutionnaire et les secteurs les plus combats réclament une accélération du processus en s'attaquant à la propriété économique mais ils ne bénéficient pas d'une forte audience.

Quoi qu'il en soit, Chavez réélu devrait poursuivre les réformes, consolider le processus bolivarien et continuer à occuper un rôle croissant en Amérique latine et au sein du Mercosur. ■

Richard NEUVILLE

Venezuela, ce si beau pays, deux fois grand comme la France, avec ses cours d'eau, ses lacs, ses Andes majestueuses, ses forêts amazoniennes... Je suis parti un mois cet été 2006. J'ai rencontré des citoyens, des paysans, des étudiants, des enseignants, des militants associatifs et politiques, des animateurs de médias alternatifs (radio «communautaire», télévision...), j'ai pu visiter des coopératives, une maison de la culture «occupée»... Et j'ai marché des heures entières dans les rues si animées de Caracas ou de Mérida (à l'ouest du pays, au pied des Andes). Mais au-delà de toutes ces rencontres, de tous ces échanges, j'ai ressenti tout au long de mon périple l'espoir de tout un peuple. Espoir nourri, entretenu par un processus fondé non seulement sur des objectifs et des mesures d'ordre social- lutte décisive contre l'analphabétisme, accès gratuit à l'éducation, à la culture, à la santé -, mais aussi et surtout sur une démarche participative dont le «noyau» est constitué par les «consejos comunales» (conseils communaux) et les «asambleas de ciudadanos» (assemblées de citoyens). J'ai bien conscience, avec les Vénézuéliens rencontrés, des limites voire des failles de ce processus, des défis à relever. On sait bien que l'ère des enthousiasmes et des soutiens inconditionnels est dépassée. Mais l'essentiel est là: le peuple vénézuélien, comme bien d'autres peuples d'Amérique Latine (Bolivie, Uruguay, Pérou, Chili, Brésil...), refuse de se plier à un ordre du monde néo-libéral qu'on voudrait lui imposer et qui est basé sur l'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement d'une majorité, ainsi que sur la privatisation des biens publics (santé, éducation, eau...). Il veut être acteur de son avenir et participer à la construction d'une société moins inégale, plus juste, plus solidaire. C'est avant tout l'espoir de tout un peuple que j'ai rencontré...

**La participation populaire :
une véritable révolution...**

Trois mille mètres d'altitude... ma première «posada» (auberge, refuge de

montagne), avant d'entamer trois jours de randonnée pédestre dans les Andes. Après le repas et les inévitables arepas (délicieuses galettes de maïs), je vois soudain affluer des paysans du village. La maîtresse de maison se tient auprès d'une table dressée dans la cour intérieure, prête à recueillir les signatures des hommes et des femmes qui veulent participer à l'Assemblée des citoyens, institution de base de la fameuse démocratie participative mise en place légalement en 2005 mais qui fonctionne en fait depuis plusieurs années. Ils doivent signer pour confirmer leur volonté participative une attestation par laquelle ils s'engagent à assister régulièrement à ces assemblées où sont examinés les besoins de la «communauté» en matière d'éducation, de santé, d'entretien des routes de montagne... J'échange longuement avec eux : tous m'expriment leur fierté de participer à ces assemblées et leur profonde satisfaction d'être enfin sollicités pour donner leur avis et peser sur les choix qui conditionneront leur vie quotidienne et celle de leurs enfants, alors qu'auparavant ces décisions leur échappaient complètement. Stupéfait et ému face à ces paysans, isolés dans leur village de montagne, si enthousiastes et si déterminés à exercer leur pouvoir de citoyen...

Effectivement, des milliers de conseils communaux et leur corollaire, des assemblées de citoyens, ont été créés à travers le pays. Il y en avait cent mille en janvier 2006. La base démographique et humaine de ces espaces démocratiques, c'est la «communauté» - environ deux cents à quatre cents familles en ville, une vingtaine en milieu rural et à partir de dix chez les «Indigènes» (Indiens), selon les termes de la loi. S'il est vrai que le socialisme «réel» de l'ex-URSS et des pays de l'Est a échoué avant tout par manque de participation populaire, de démocratie à la base, ces conseils communaux et ces assemblées de citoyens constituent assurément un outil fondamental pour l'émergence et la construction du «socialisme du XXI^e siècle» dans laquelle s'est engagé le Venezuela d'Hugo Cha-

vez. C'est aussi le meilleur rempart contre la bureaucratie et la corruption, deux fléaux encore bien réels au Venezuela, même s'ils sont en nette régression. « Le peuple organisé doit faire partie du nouvel Etat, participatif, social, de telle façon que ce vieil Etat ankylosé, bureaucratique soit totalement renversé », expliquait le président Chavez en 2004...il faut préciser que ces instances de démocratie participative se voient attribuer des ressources significatives, à condition de présenter des projets précis et chiffrés de développement ou d'infrastructure correspondant à des besoins réels. Dans le village andin évoqué ci-dessus j'ai pu découvrir un terrain de sport flambant neuf, à ciel ouvert, dont la création avait été décidée par l'assemblée des citoyens...

Au niveau du travail et de la production, cette démocratie participative s'incarne par l'outil que constitue la coopérative. J'en ai visité deux, la première, la coopérative Fabricio Ojeda, à Caracas, la seconde, une coopérative agricole, à Tucani, à 500 km au sud-ouest de Caracas. Cette dernière, où j'ai été reçu avec une chaleur exceptionnelle, a été créée en 2003, suite à l'occupation « sauvage » d'une propriété de 563 hectares, laissée à l'abandon par sa propriétaire. Une coopérative qui fait vivre 45 familles (300 personnes), et produit, à partir de composts et d'engrais organiques, fruits et légumes (oranges, bananes, mangues, citrons, pommes de terre, tomates, citrouilles...). Il y a aussi une zone forestière, des plantes médicinales...Bien évidemment, les membres de cette coopérative approuvent la politique du gouvernement qui interdit toute culture OGM au Venezuela. Toute décision est prise par l'Assemblée de « socios » qui se réunit tous les quinze jours. Il y a une coordinatrice, deux porte-parole, un délégué au suivi éducatif des enfants et des jeunes. Le gouvernement finance la construction des habitations et des granges et fournit un tracteur.

Cette création, précédée par une occupation, et ce processus autogestionnaire se retrouvent souvent dans la formation et le fonctionnement de nombre de coopératives. Il faut savoir qu'on dénombrait moins d'un millier de coopératives en 1999, année de

la première élection de Chavez, et qu'on en recensait plus de cent mille en janvier 2006. Une croissance exponentielle qui en dit long sur la dynamique participative de la société vénézuélienne...

Education, culture, santé : accès de plus en plus démocratique

Station de métro «Plaza de Venezuela», Caracas : nous avons rendez-vous, deux amis français et moi-même, avec Mario, directeur d'un collège « bolivarien » à La Vega, un quartier très déshérité de la capitale. Une matinée dense durant laquelle Mario nous parle avec une grande conviction de son collège, de la politique éducative du gouvernement Chavez, des avancées sociales considérables en matière d'éducation et de scolarisation. Rappel : la nouvelle Constitution, largement adoptée par le peuple vénézuélien le 15 décembre 1999, affirme dans son article 102 : « l'éducation est un droit humain et une exigence sociale fondamentale, elle est gratuite et obligatoire. Elle est un service public. Sa finalité est de développer le potentiel créatif de chaque être humain ». Effectivement, selon un Rapport de l'Unesco publié en novembre 2006, d'une part l'analphabetisme a massivement reculé, d'autre part le taux de scolarisation dans le premier degré est passé en cinq ans de 76% à 95%, et le nombre d'étudiants à l'université a plus que doublé. Dans le collège de Mario (près de mille élèves), qui recueille les enfants de quarante écoles primaires, la plupart de milieu social défavorisé, trois repas sont assurés chaque jour, une pédagogie basée sur le suivi de chaque élève a été mise en place, ce qui a permis de diminuer très sensiblement l'échec scolaire. Une pédagogie également participative et inter-active, facilitant l'expression et la créativité des élèves. Nous n'avons pu observer directement le déroulement des cours, c'était période de vacances, mais j'ai pu échanger avec d'autres enseignants, avec des élèves, consulter leurs cahiers et leurs travaux. Incontestablement, les écoles boliviariennes, du nom du grand Libérateur Simon Bolivar, sont globalement une réussite et participent du projet social global qui traverse la société vénézuélienne.

L'accès libre et gratuit à la culture, aux bibliothèques, aux musées, aux concerts, aux événements culturels s'est également généralisé depuis surtout trois ans. J'ai été très étonné de n'avoir rien à régler à l'entrée des monuments et des lieux qui constituent le patrimoine artistique du Venezuela, qu'il s'agisse du Panthéon, de la maison natale de Simon Bolivar, du musée des Beaux-Arts, du Musée des sciences, ou encore du magnifique Parc de l'Este (immense parc ouvert à tous). J'ai assisté sous le cha-

Equateur



Victoire éclatante de la gauche

Le candidat de la gauche arrivé en tête au 1er tour, Rafael Correa, d'Alianza Pais, remporte l'élection présidentielle en Equateur. Contre toute attente, il devance de 13 points le candidat de l'oligarchie, Alvaro Noboa dit le « roi de la banane », en obtenant près de 57 % des voix. Rafael Correa a bénéficié d'un très bon report de voix à gauche et au-delà. Il l'emporte dans les régions les plus déshéritées et là où l'influence de la CONAIE (confédération des mouvements indigènes) est très forte en recueillant 70 % des voix dans la Sierra (montagne), 62,5 % en Amazonie et 78 % à Quito. A l'opposé, Alvaro Noboa l'emporte avec 57% à Guayaquil (la capitale économique) et 56 % sur la côte après avoir abondamment distribué des produits de base aux 70 % d'exclus. Pendant la campagne, une blague s'est répandue sur Noboa qui disait que cet homme est tellement riche qu'au moins lui ne volerait pas dans les caisses de l'Etat.

Rafael Correa, économiste de 43 ans, a mené sa campagne en l'axant principalement sur les institutions et le non-alignement sur les Etats-Unis. Il s'est engagé à convoquer une assemblée constituante dès sa prise de fonction. Il s'oppose à la signature d'un Traité de libre échange avec les Etats-Unis et à l'engagement de son pays dans le Plan Colombie. Il propose également une renégociation des contrats avec les multinationales et une nationalisation des hydrocarbures. Il a bénéficié du soutien d'Hugo Chavez dès l'été au grand dam de ses deux concurrents de gauche qu'il a largement devancés au 1er tour, Luis Villacis du Mouvement populaire démocratique (gauche révolutionnaire traditionnelle) et Luis Macas de Pachakutik, instrument politique des indigènes, plutôt soutenu pas Evo Morales.

Cette nouvelle victoire de la gauche en Amérique Latine est incontestablement une nouvelle pierre dans le jardin des Etats-Unis. *Rouge & Vert* reviendra prochainement sur le bilan des nombreuses élections qui se sont déroulées au cours de l'année 2006 et tentera d'analyser l'évolution du rapport de force en Amérique du sud. ■

RN

Succès de l'extrême-gauche hollandaise



Le Parti Socialiste néerlandais est le grand vainqueur des élections législatives aux Pays-Bas : alors que la droite, au pouvoir, l'extrême-droite et les socio-démocrates, dans l'opposition, perdent des voix, les anciens maoïstes convertis à l'altermondialisme atteignent 16,6% (ils ont aujourd'hui 26 députés contre 32 aux socio-démocrates). Les «centres» (droit et gauche) avaient fait campagne pour le OUI à la constitution, le SP revendiquait - pour partie- la victoire du NON en Hollande¹. Quelle leçon en tirer (et en particulier pour les prochaines élections françaises) ?

Facile pour France Inter, et de nombreux journaux, qui ont décidé que cette élection n'avait guère d'intérêt (on peut comparer à la couverture des dernières élections polonaises, par exemple, qui ont mérité une large couverture pour le second tour opposant droite libérale et droite dure) : ils n'ont tout simplement pas couvert l'événement.

Libé fait fort aussi. C'est par la voix d'une sociologue batave, Dick Pels, que Libé analyse la montée des extrêmes aux Pays-Bas» (l'extrême-droite, avec 5,9% n'est pas en augmentation). : « Cette gauche conservatrice incorpore beaucoup d'éléments de la droite populiste. Le SP est anti-européen, il défend le nationalisme culturel et se montre protectionniste à l'encontre du «plombier polonais». Son chef, Jan Marijnissen, comble aussi un désir de leadership fort et de clarté. Le modèle politique néerlandais ressemble de plus en plus à un fer à cheval. Au lieu d'avoir une ligne continue entre la droite et la gauche, les deux extrêmes se rejoignent. Comme en France, les voix circulent entre le populisme de droite et celui de gauche.» / (Libé, 24 novembre 2006).

Analyse identique pour l'AFP qui fait, dans un brouet confus, l'amalgame entre extrême-droite et extrême-gauche, qualifiant le SP de parti anti-immigré. Pourtant, à lire les déclarations de J.Marijnissen, le leader du SP, la campagne de son organisation s'est déclinée sur «des thèmes centraux, comprenant une meilleure éducation dans les petites classes, une meilleure couverture médicale plus proche du peuple, des logements plus abordables, le combat contre la pauvreté, l'engagement à mettre un coup d'arrêt aux privatisations et au libéralisme, de meilleures conditions de vie pour les animaux, la protection de la Nature et de l'Environnement en général. En outre, le parti rejette l'idée d'un super-État européen et une politique étrangère batave qui ferait des Pays-Bas le toutou des USA².»

Voilà donc le parti de l'extrême pour nos médias !

■
Mathieu COLLOGHAN

1. La « Gauche Verte » est, elle, passée de 8 à 7%.

2. communiqué du SP du 27/11 «General Election : SP wins massive support throughout country ».

piteau d'un lieu exceptionnel, l'Estancia (un jardin qui est une véritable oasis), toujours à Caracas, à un concert avec une chorale proposant des chants méditerranéens. Au moins trois cents personnes, de tous milieux, assistaient, enthousiastes, à ce concert, bien sûr gratuit.

«Construisons ensemble notre nouvelle maison de la culture», pouvait-on lire sur la banderole fixée à l'entrée de la Maison de la Culture du quartier La Pastora, à Caracas, qui était occupée depuis mars dernier. J'ai pu m'entretenir longtemps avec les habitants de ce quartier sur les raisons de cette occupation. Ils contestaient radicalement le fait

que les responsables de cet équipement ne proposaient que quelques activités distrayantes ou sportives (cours de taekwondo, de gymnastique, repas de quartier..) et ne faisaient pas appel à la participation des habitants. J'ai pu assister, dans la nouvelle Maison de la Culture, à un cours d'électricité, assuré bénévolement par un électricien du quartier, en réponse à des besoins exprimés, à des cours de danses «interculturelles», à un atelier «femmes», à un atelier dessin / peinture destiné aux enfants.... Une nouvelle maison pleine de vie et d'imagination habitée par une conception renouvelée de la Culture fondée, m'a précisé le «leader» de l'occupation, sur

BRESIL SOLIDAIRE

« Nous pensons que la politique de développement centrée sur le renforcement des structures de production est insuffisante pour répondre au problème de l'emploi [...]. Elle doit, en parallèle à des mesures de restriction du caractère antisocial des monopoles et cartels, impulser un fort développement de la base productive du pays au travers de l'organisation des travailleurs en entreprises de l'économie solidaire. »
Président LULA DA SILVA

Ce sont 15 000 entreprises et plus de 1.500.000 personnes qui travaillent au Brésil dans le secteur de l'économie solidaire. Les secteurs concernés sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la maroquinerie et la chaussure, les mines, la métallurgie industrielle, la mécanique, les sucres et alcools, les bio-carburants, l'éducation, les services type collectes de déchets, etc.....

Sous le gouvernement Lula a été créé le secrétariat national à l'économie solidaire qui a permis la consolidation d'organismes de soutien comme UNISOL et ANTEAG qui développent la culture et les techniques de l'autogestion.

Le secrétariat apporte également son appui aux grandes entreprises comme UNIFORJA qui est une entreprise coopérative métallurgique de travailleurs de la région de Sao Paulo, ainsi qu'à RENACI, un réseau de 8 coopératives qui fabrique des navires, des wagons de marchandises.....

Les racines de ce mouvement sont anciennes, mais c'est à partir du Forum Social Mondial que c'est créée l'unification en réseau de ces milliers d'entreprises devenant ainsi un mouvement d'affirmation d'un autre modèle économique. Ce modèle

les notions d'imaginaire, de créativité, de participation populaire... très impressionné par la vitalité des échanges, des débats, des propositions qui fusaient lors des assemblées.

Un mot sur l'état du système sanitaire vénézuélien. Selon une enquête publiée en août 2006 40% des installations hospitalières présenteraient des déficiences plus ou moins graves: salles d'opération insuffisamment équipées, protocoles de désinfection insuffisamment appliqués, manque de laboratoires publics d'analyses, nombre insuffisant de chirurgiens. Tout au moins dans le public. Par ailleurs, de nombreux Vénézuéliens se plaignent du temps d'attente dans les hôpitaux. Manifestement les déficiences sont patentes. Cependant des signes tangibles d'amélioration ont été relevés. Par ailleurs, une maladie comme la malaria, nous sommes en zone tropicale, a diminué de 35% en un an, suite à des

campagnes intensives de vaccination, notamment dans toutes les écoles.

Il faut ajouter que le gouvernement vénézuélien a créé et financé des pôles, appelés « Missions », qui sont des programmes permettant de surmonter les blocages d'une administration en grande partie aux mains de l'opposition. Concernant l'éducation, s'est mise en place toute une stratégie, la mission « Robinson » qui débloque des aides pour des campagnes d'alphabétisation. Grâce à cette mission « Robinson » l'analphabétisme a été éliminé C'est l'objet de la Mission « Robinson », qui débloque des aides pour des campagnes d'alphabétisation, de formation permanente : l'UNESCO vient de déclarer le Venezuela « Territoire hors analphabétisme »; il y aussi la mission « Ribas » qui permet aux adultes de suivre des cours le soir et de devenir bacheliers, la mission « Sucre » qui s'adresse aux jeunes

exclus et leur propose de suivre un cursus universitaire. Concernant la santé, la mission «Barrio adentro 1 » a permis l'installation depuis deux ans de postes de santé gratuits dans les zones les plus pauvres (3 000 médecins cubains y sont venus travailler). En outre, la mission «Barrio adentro 2» voit un certain nombre de polycliniques, très équipées et toujours gratuites s'installer dans ces zones, mais ce sont maintenant de jeunes spécialistes vénézuéliens qui assurent les consultations et les interventions.

Et les medias ?

Hugo Chavez est souvent accusé, à l'étranger, mais aussi par l'opposition, d'accaparer et de contrôler les medias. Qu'en est-il en réalité ? Quand on regarde l'émission «Allo Présidente ?», sur le canal huit (gouvernemental), un dimanche sur deux, où, pendant qua-

implique le développement des capacités à créer, à entreprendre en coopération pour dépasser la passivité créée par les relations hiérarchisées.

C'est ce qui se passe en ce moment : des producteurs de bio-carburants s'organisent pour prendre leur part dans un marché à dimension mondiale au côté des grands complexes agro-industriels.

C'est le cas également pour de petits et moyens producteurs de fer du Minas Gerais en lutte contre le monopole de la Companhia Vale Do Rio Doce et pour l'implantation d'un terminal exportateur à usage public dans le port de Itaguay dans l'état de Rio.

C'est également le cas dans le domaine mécanique où la production chinoise fabriquée à bas prix et dans des conditions engendrant des pollutions majeures rend l'accès au marché difficile.

Le Forum Brésilien de l'Economie Solidaire stimule ces initiatives.

Il est au côté des organismes institutionnels pour patronner le projet Justa Trama: firbra ecologica.

De quoi sagit il ?

Il s'agit d'une chaîne de production et de

distribution de vêtements écologiques. Se réclamant des valeurs de l'autogestion, de la solidarité et de l'inclusion sociale, le projet concerne près de milles travailleurs. Chaque maillon de la chaîne travaille de manière collective dans le respect de l'environnement et de l'intérêt des travailleurs et des consommateurs. Les agriculteurs de l'État du Ceará produisent et récoltent un coton dans le respect de l'eau et des sols. Ils sont organisés dans l'ADEC.

Les semences et teintures naturelles sont produites par des petites entreprises de l'économie solidaire en Amazonie.

La filature est réalisée dans l'État de Sao Paulo par la coopérative Companhia Nova Esperança.

La coopérative Textilcooper assure à Santo André le tissage des produits, tandis que les vêtements sont confectionnés dans les états de Santa Catarina et Rio Grande do Sul par FIO NOBRE et UNIVENS.

La distribution est prise en charge par de



nombreux réseaux de l'économie solidaire.

Voici un exemple concret des résultats que peuvent apporter une politique publique véritablement engagée au côté des initiateurs d'une économie au service de tous. ■

Paulo LEBOUTTE et Rémy QUERBOUET

tre heures, Chavez dialogue en direct avec les Vénézuéliens, on reste très étonné par la qualité de cet échange. Chavez rend compte en détail des sommes consacrées à telle ou tel ou tel secteur, incite les membres d'une coopérative à lui raconter ce qu'ils produisent et comment ils s'organisent démocratiquement, il écoute les protestations de paysans qui viennent d'occuper un latifundio et qui ont vu deux des leurs se faire massacrer, il tance publiquement son ministre de l'intérieur, responsable des forces de police incapable d'empêcher ces assassinats. Il explique le pourquoi de ses différents contacts à l'étranger (en l'occurrence Bolivie, Iran, Mali...). Rien à voir avec les monologues fleuves d'un Fidel Castro... Il faut aussi préciser que tous les autres canaux de télévision, de même que l'immense majorité des journaux sont aux mains de puissances financières proches de l'opposition. On ne peut donc pas affirmer que les medias sont aux mains de Chavez. Même s'il est vrai que la Commission de responsabilité sociale des télécommunications nationales (Conatel), créée en novembre 2004, et la loi restreignant la liberté des medias (loi de Responsabilité sociale de la radio et de la télévision) peuvent être perçues comme une atteinte à la liberté de la presse. C'est tout au moins ce qu'affirme l'opposition. Mais en fait l'essentiel de la loi consiste dans l'obligation de diffuser des productions indépendantes sur chaque chaîne TV et radio là où il n'y avait jusqu'ici que de la production monopolistique par les medias. C'est donc un énorme saut démocratique pour nombre de créateurs, musiciens, acteurs, scénaristes, cinéastes et techniciens qui pourront ainsi vivre de leur métier et s'exprimer de manière plus pluraliste qu'avant. Mais les critiques très vives de la politique gouvernementale que j'ai pu entendre sur certaines chaînes ou radios ou lire dans certains journaux démontrent que si menace il y a elle n'est que potentielle pour l'instant. Cela prouve plutôt que le Venezuela a démocratisé le spectre radio-électrique: 400 medias associatifs, radios, etc... avec fréquence 24 heures sur 24, aides en tout genre; on pourrait en rêver en France.

J'ai pu visiter deux medias «alternatifs» et interviewer leurs animateurs. «Vive tele», d'abord; une télévision nationale située à la Bibliothèque nationale à Caracas, animée entre autres par Thierry Deronne, un ami bien connu à Grenoble, auteur d'un film remarquable : « El paso de los Andes», qui a été projeté au Festival de cinéma d'Attac, à Grenoble, en novembre 2005. Une télévision qui emploie 450

personnes, envoie sur le terrain (campagnes, quartiers, coopératives, lycées...) des équipes de tournage, souvent composées de jeunes, à la fois pour «filmer» la réalité sociale et culturelle et donner la parole à tous les acteurs sociaux. Elle fournit aussi un appui technique et de formation aux medias communautaires et alternatifs. Des émissions de plus en plus appréciées par le public vénézuélien, inter-actives, de qualité. A Merida, ensuite, j'ai découvert une radio «communautaire» (associative), «Los ecos», animée par des jeunes, qui n'hésitent pas aller dans les rues de leur quartier pour interviewer les habitants, les enfants, les femmes sur leurs préoccupations, leurs difficultés, leurs attentes, leurs interpellations. Ils apprennent aux enfants la technique de l'interview... J'ai eu moi-même droit à une interview d'une heure où l'on m'a posé des questions sur la situation sociale et politique française, sur les raisons de ma venue au Venezuela, sur mes premières impressions, sur le Liban et la Palestine... Une radio vraiment populaire et participative...

Quelle vie politique ? La stratégie de Chavez...

S'il est un rejet partagé par une majorité de citoyens vénézuéliens, c'est bien celui qui concerne la classe politique. Il faut dire que le pouvoir politique, avant l'élection de Chavez en 1999, était annexé à tous les échelons (national, régional, local) par une élite très restreinte, une élite corrompue et incapable (en 1998, l'inflation dépassait les 100%, les professeurs étaient payés jusqu'à un ou deux ans en retard...). Aussi le discours simple, aisément compréhensible par les gens du peuple, d'un Président qui n'hésite pas à descendre dans la rue et se préoccupe prioritairement des plus mal lotis, a séduit tout de suite. C'est sa promesse de «limpiar la casa» (nettoyer la maison) et de se débarrasser de tous les corrompus qui s'étaient approprié les richesses du pays depuis quarante ans qui fait mouche. Et il est incontestable que la corruption a beaucoup diminué, même si elle est encore bien réelle. De même qu'il est incontestable que les ressources très importantes générées par le pétrole (le Venezuela est 5^e producteur pétrolier dans le monde) sont utilisées pour financer les systèmes éducatif, culturel, sanitaire, pour lutter contre la pauvreté...

Il reste que la vie politique vénézuélienne, qui ne saurait se résumer à un contact direct entre Chavez et le peuple sous peine de tomber dans le populisme, est quelque peu hypothéquée par l'absence

de partis politiques structurés et insérés dans la réalité sociale. Il y a bien les trois partis qui soutiennent la politique du gouvernement chaviste, à savoir le Mouvement de la cinquième république (MVR), le Parti Une patrie pour tous (PPT) et le Mouvement pour le socialisme (MAS), Mais ils sont encore incapables d'impulser un véritable débat politique sur les orientations et les choix à opérer et de traduire les aspirations populaires. Quant à l'opposition, elle est marquée pour longtemps à la fois par son soutien à la tentative avortée de coup d'Etat en avril 2002 et son échec lors du referendum révocatoire d'août 2004 (*). Ce qui explique que pour les prochaines élections présidentielles et générales du 3 décembre prochain la réélection de Chavez est plus que probable. Une réélection qui sera en réalité surtout due à l'affection, à l'empathie persistantes du peuple pour Chavez, et au fait que douze millions de Vénézuéliens, soit la moitié de la population, bénéficient des programmes économiques ou sociaux. A noter enfin la volonté tangible de promouvoir les responsabilités politiques des femmes : de nombreux élus sont des élues, la présidente de l'assemblée nationale est une femme... Le machisme latino-américain n'est en rien irréversible !

Un mot sur la politique extérieure et la stratégie «anti-impérialiste» de Chavez. Son obsession: constituer un «front», en Amérique Latine et dans le monde entier, face à la politique agressive, voire menaçante des Etats-Unis (Le Venezuela a été manifestement rejeté dans le «camp du mal» par le gouvernement de Bush), et sa volonté de domination économique et militaire. D'où le lancement avec Cuba, il y a deux ans, de l'ALBA (Alternative bolivarienne) à laquelle il s'avère difficile de rallier d'autres pays, excepté la Bolivie d'Evo Morales, et qui a pour objectif de proposer un autre développement, participatif et social, face au projet étatsunien de l'ALCA; d'où la décision de Chavez de rejoindre le MERCOSUR, ce marché commun du sud de l'Amérique qui regroupe le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay (adhésion ratifiée en juillet 2006). D'où enfin tous ces voyages récents en Biélorussie, en Russie, en Iran, au Mali, au Vietnam, en Chine, ces soutiens affirmés aux peuples palestinien et libanais. A notre connaissance, Chavez est le seul chef d'Etat à avoir eu le courage de retirer son ambassadeur d'Israël. J'ai par ailleurs été très heureusement surpris par la conscience internationaliste d'une partie du peuple vénézuélien: pendant mon séjour, deux manifestations pour dénoncer l'agression israélienne à Gaza et au Liban se

sont déroulées, l'une à Caracas et l'autre à Merida. Et les medias vénézuéliens couvraient quotidiennement les événements...

Malgré les défis à relever, cet espoir de tout un peuple

Les défis à relever sont multiples. Tout d'abord celui du tout pétrole: les 4/5 des ressources du pays proviennent du pétrole. Malgré leur volonté affichée, Chavez et son gouvernement ont du mal à impulser concrètement une industrialisation diversifiée, même si beaucoup est fait en matière de crédits, de formation pour la petite et la moyenne entreprise; nombre d'entreprises ont été réactivées. Par ailleurs, 48% des produits alimentaires consommés sont encore importés, ce qui est, il est vrai, nettement moins qu'auparavant. Les inégalités sociales sont gigantesques, même si les plus riches sont fortement imposés et si la pauvreté a reculé pour la première fois de 24%, ainsi que le chômage. Le nombre de mendiants et d'indigents a sensiblement baissé, mais ils sont encore nombreux dans certains quartiers. Mais là aussi il faut noter la création de la Mission Negra Hipolita, réseau très actif qui accueille ces indigents, les soigne, les forme Autre problème lancinant: celui des déchets urbains inégalement collectés, des décharges à ciel ouvert, même si un nouveau parc de camions-bennes vient d'être acquis pour Caracas. Et tant d'autres défis. De même il manque un véritable plan de développement urbain: il faut voir la croissance anarchique de Caracas, la capitale, «grosse» d'un exode rural incontrôlé mais qui semble s'inverser.

Et tant d'autres défis à relever. Mais il faut bien mesurer d'où vient ce pays : l'absence totale de véritable gouvernance jusqu'à 1999, une corruption généralisée, des systèmes éducatifs et sanitaires délabrés, une élite économique, financière, politique s'arrogeant tous les pouvoirs et l'argent public....Une véritable politique sociale visant à répondre aux besoins humains et sociaux fondamentaux a été mise en route, une démarche participative, à tous les niveaux, a fait du peuple vénézuélien un peuple citoyen et lui a redonné espoir. A l'image d'une Amérique Latine dont les peuples et même les gouvernements manifestent leur refus d'un type d'économie et de développement imposé, le Venezuela est engagé dans une dynamique prometteuse... Le problème n'est pas d'être inconditionnellement pro-Chavez, mais plutôt de voir que ce peuple est à la recherche de nouvelles voies pour l'émergence d'une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique. A nous de soutenir ce peuple dans sa démarche, sans exclure un regard lucide. ■

Jo BRIANT

(*) La constitution bolivarienne prévoit la possibilité d'appeler à un referendum «révocatoire», donc remettant en jeu la légitimité du Président, si les 2,4 millions de signatures nécessaires sont réunies. Le 15 août 2004, le résultat des urnes a conforté une nouvelle fois le mandat présidentiel avec 58% des voix en sa faveur.

RETOUR SUR LA SECURITE SOCIALE PROFESSIONNELLE

La tribune de la plénière sur la Sécurité Sociale Professionnelle a réuni : un inspecteur du travail, L Garrouste; un militant de la CGT: JP Cotton; un membre de la commission économique des Verts mais intervenant à titre personnel: B Guibert. Ayant pris peu de notes et craignant de déformer la pensée de Guibert, notamment son analyse de la flexicurité au Danemark, je m'en tiendrai aux interventions des deux autres invités.

Jean-Louis Le Bourhis

Pour Jean-Pierre Cotton, au sein de la CGT la question centrale est de recoudre un tissu salarial éclaté. Ainsi le temps de travail n'est pas uniforme mais très différent suivant les statuts. .

Surtout la vraie cassure sépare le salariat précaire et les personnels ayant une certaine sécurité de l'emploi (les «garantis»)

Dans ce sens, la CGT a travaillé sur le projet de Sécurité Sociale Professionnelle ou de «nouveau statut du salariat», sur la base d'un socle commun de droits avec ou sans emploi: ancienneté, retraite, carnet de santé pour faire valoir la /les maladies professionnelles, et surtout le maintien de la rémunération entre deux emplois.

Cette élaboration provoque des débats contradictoires au sein de l'organisation syndicale. Pour certains il s'agit d'une utopie vu le rapport de force en faveur du patronat, quand d'autres exercent une critique contraire y décelant une acceptation de la précarité. Des réticences se font jour sur le principe même: on fait un pas vers le revenu universel au détriment du contrat de travail. D'autres s'inquiètent des aspects pratiques: qui finance, quelle différence avec la conception danoise de la flexicurité? Pour ces raisons il n'y a pas de texte éfinitif ou présenté au congrès, et la CGT semble privilégier la «propagande par l'exemple»: revendications et signatures d'accords pour des droits nouveaux (cf. emplois saisonniers dans les stations de sport d'hiver).

Si la discussion sur la Sécurité Sociale Professionnelle n'a que peu d'écho dans les structures syndicales de base la réflexion sert par contre de point d'appui pour des militants de AC!. Par ailleurs si le flou subsiste sur qui finance : patronat, Etat, les deux?, la flexicurité est repoussée. Enfin des revendications connexes sont avancées comme une taxe nouvelle sur les licenciements basés sur le taux de profit

imposée au patronat.

En dépit des buts différents la CGT comme L.Garrouste conçoit la Sécurité Sociale Professionnelle comme une limitation forte de l'arbitraire patronal.

La conception développée par ce dernier vise en définitive à l'interdiction ds licenciements.(Il a cosigné d'ailleurs aux éditions «Syllepse» un ouvrage portant ce titre.) Il refuse toute concession sur la flexibilité déjà bien présente en France, plus qu'au Danemark.

Pour lui 5 axes doivent guider l'élaboration de la Sécurité Sociale Professionnelle :

- en finir avec l'usure accélérée des travailleurs
 - abolir le chômage et rapidement le temps partiel
 - considérer que les déboires du capitalisme ne doivent pas être supportés par les salariés, qui n'y sont pour rien.
 - maintenir le contrat de travail et de la rémunération.
 - faire financer par le patronat cette Sécurité Sociale Professionnelle.
- il précise bien que ce doit être le patronat en tant qu'entité collective qui doit assurer le financement à l'image de l'AGS qui existe déjà (ce fonds prend en charge certains licenciements).Il insiste sur l'importance d'une telle mesure par exemple dans l'optique de sortie du nucléaire: elle faciliterait le débat avec les salariés sur une reconversion.

Les critiques de cette vision mettent en doute la validité de l'interdiction des licenciements :cette formulation peu crédible s'assimile à un slogan. L. Garrouste renvoie à l'ouvrage qu'il a cosigné pour prouver que la proposition est solidement argumentée.

Les débats, suite à ces exposés, ont tourné autour de 3 sujets:

- le rôle et l'importance de la formation.
- la compatibilité ou non entre Sécu-

rité Sociale Professionnelle et Revenu Garanti.

- la crédibilité et le caractère mobilisateur de cette revendication.

La Sécurité Sociale Professionnelle, telle que conçue par Boccara, économiste membre du PCF, s'assimile, selon un intervenant, à mettre en formation le privé d'emploi, entre deux contrats de travail. La formation comme unique remède au chômage ne tient pas. De nombreuses réactions insistent pour ne pas sous-évaluer l'importance de la formation. Dans un deuxième temps les appréciations se nuancent. Tous s'accordent à reconnaître que les formations traditionnelles ne sont pas adaptées (GRETA) et que par ailleurs l'emprise du patronat sur les boîtes de formation est loin de favoriser l'ouverture à de nouvelles activités.

La Sécurité Sociale Professionnelle ne peut donc reposer sur la seule formation.

Plusieurs intervenant-e-s insistent sur le poids croissant du travail non salarié et regrettent une focalisation sur le seul salariat.

Ces personnes opposent l'allocation universelle (A.A.), le revenu garanti à la SSP. Mais la revendication de SSP n'est pas si anodine: délier le temps de production et la rémunération constitue une petite révolution..

Ensuite le Revenu Garanti peut-être un plus qui viendrait compléter la SSP, car celle-ci ne prend pas en compte les chômeurs, n'ayant pu accéder au marché du travail... donc au système proposé.

Comment ne pas répéter les inégalités entre salariés de Pme et salariés de grosses entreprises?

Un intervenant résumera assez bien les doutes et contradictions de nombre d'entre nous: c'est une ossature pour la réflexion, une réflexion qui doit pousser plus avant les remises en question. Quelqu'un s'interroge sur le retour de réflexions similaires à celles du début des années 70: quelles conditions ont manqué alors et ne manqueraient pas aujourd'hui? Une intervenante cherchant à populariser la SSP ressent le mot «professionnelle» comme renvoyant à l'image du travail de production salarié, venant brouiller la force radicale de la thématique.

Dans ces conditions si beaucoup restent dubitatifs sur la dynamique et même le réalisme d'une forme de revenu garanti, tous semblent admettre le découplage entre production et rémunération. Ce sont des convergences qui permettront d'avancer et d'approfondir cette élaboration. ■

LES ALTERNATIFS

BANLIEUE

Sous les cendres, la banlieue brûle-t-elle ?

Sous les cendres, la banlieue brûle-t-elle ? Mais où sont passé les quartiers populaires ? Un débat avec François Ruffin.

Les Alternatifs Paris Sud et les Jeunes Alternatifs Parigot-e-s avaient invité François Ruffin le 23 novembre à Ivry. Cette première réunion publique dans une ville où les Alternatifs sont très récemment implantés était plutôt réussie : une quarantaine de personnes sont venues.

François Ruffin avec sa verve habituelle était venu parler de son dernier livre «Quartier Nord»¹. Son enquête a commencé par la rencontre avec Zoubir, venu lui parler de l'accident de Victor. Ce jeune homme de 19 ans mort sur un chantier d'insertion alors qu'on lui avait demandé de démonter un mur... par le bas. C'est le point de départ de deux ans à « accompagner », selon ses termes, des habitants de ce quartier populaire d'Amiens.

Il en ressort un pavé où l'on croise des personnages hauts en couleurs : Zoubir, le président Rabi, Rodrigue et d'autres. Des héros parfois misérables et souvent sympathiques. Des histoires vraies, entre chômage, souffrance, contrats précaires et espoir de s'en sortir. Contre les reportages chocs ou condescendants des médias dominants, François Ruffin mène une « enquête sociale » qui exprime la dignité des habitants des quartiers populaires de la manière la plus juste possible, sans maquiller une réalité difficile.

Au cours du débat François raconte la galère de la recherche d'un intérim, ou le déclassement, la chute dans la dope ou la folie... Il retrace l'histoire du « caïdat » de la période coloniale à aujourd'hui.

Il s'agit de faire traiter les problèmes des

Arabes par d'autres Arabes, créant un traitement parallèle et des dépendances personnelles presque féodales pour quémander un boulot, de menues réparations ou simplement faire valoir ses droits.

Le débat soulève d'autres questions : la faible présence des femmes dans son ouvrage, que François explique par son mode d'enquête particulier dans un univers très clivé sexuellement. Etant un homme, il lui aurait été difficile d'enquêter d'une manière aussi intime auprès de femmes.

D'autres questions portent sur la manière dont il a été perçu, sur la distance sociale visible à mille petits indices et qui font que journaliste et prolos d'aujourd'hui ne sont pas du même monde. Sur les perspectives politiques dans les quartiers

populaires, sur lesquelles François est assez pessimiste : à Amiens les tentatives de construction de groupes militants ont été soit récupérées soit étouffées à petit feu.

Après le débat les participants ont pu se renseigner sur les Alternatifs, se désaltérer au bar bio-équitable ou acheter des livres sur la table de la librairie Envie de lire (et les faire dédicacer !).

Ce genre de débat approfondit notre réflexion sur la politisation des quartiers populaires et François après ses passages à Rouen et Ivry est certainement prêt à faire le déplacement chez d'autres groupes alternatifs ! ■

Pascal JOUVRET

(1) Editions Fayard, 2006, 519 p. et 22€



Libération sociale et libération animale

Je viens de rejoindre les Alternatifs. Depuis quelques années, je milite aussi activement pour le végétarisme¹. Pour moi, ces engagements vont dans le même sens ; voici pourquoi ! Pour moi, être de gauche, c'est avant tout penser que la collectivité doit s'attacher à prendre en compte l'humanité dans sa diversité, et protéger les plus faibles des intérêts des plus forts, en favorisant un

système juridique, fiscal, éducatif... qui donne l'occasion à chacun et chacune de vivre dans de bonnes conditions, et de devenir une personne accomplie. C'est aspirer à un monde construit collectivement, qui se démarque radicalement du « monde de la jungle » dans lequel les apôtres du libéralisme sauvage veulent nous plonger, en ce qu'il se fonde, non sur des conceptions naturalisantes (« les

pauvres ne savent pas tirer leur épingle du jeu et c'est bien fait pour eux, les riches sont plus doués pour s'en sortir et c'est tant mieux pour eux »), mais sur des principes éthiques et moraux.

Le philosophe autrichien Helmut Kaplan a justement fait remarquer dans ses écrits sur le végétarisme que l'exploitation des animaux par les humains était souvent justifiée par des arguments du type « raison du plus fort ». On tolère vis-à-vis des animaux des comportements qu'on abhorre entre êtres humains, avec des arguments comme « il est naturel de manger les animaux », ou bien, « depuis toujours, l'humain a mangé les animaux ». Mais, fait remarquer à juste titre Kaplan, notre essence humaine ne réside pas uniquement dans notre nature biologique (qui n'a pas changé depuis 30000 ans) mais dans notre culture. Il n'est sûrement pas « naturel » de pratiquer la chirurgie ou d'aller au théâtre ; au contraire, il est sans doute naturel pour un mâle de satisfaire ses désirs sexuels sur une femelle sans lui demander son avis, ou pour un costaud de casser la figure de quelqu'un qui l'embarrasse, mais jamais, au grand jamais, nous ne justifions nos actes par de tels arguments.

Que reste-t-il alors pour justifier l'exploitation et le meurtre en série, quotidien, institutionnalisé des animaux ?

- la gastronomie et l'apologie du « goût ». Que sommes-nous prêts à accepter pour vivre une expérience gustative ? Le foie gras est un exemple emblématique de la justification de maltraitances au nom du plaisir des consommateurs. D'après un rapport du CIFOG² lui-même, plus de 88% des canards sont enfermés pendant la période de gavage dans des cages si petites qu'ils ne peuvent même pas se retourner, encore moins étendre leurs ailes. En France, un million de canards meurent chaque année des maladies liées au gavage (le grossissement du foie étant lui-même lié à une maladie appelée stéatose hépatique). Comment peut-on cautionner de tels traitements ? Si notre propre plaisir doit primer sur toute éthique de la production des biens, justifierait-on le travail des enfants par le fait qu'« avec leurs petites mains, ils font de très beaux vêtements » ?

OUI, JE M'ABONNE!

*Pour que vive la presse autogestionnaire,
pour nous donner les moyens de la développer
abonnez-vous, réabonnez-vous à Rouge&Vert**

ABONNEMENT

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

* Et Zouh ! on met le bulletin et le chèque de 40€ (à l'ordre de Rouge & Vert Journal) dans une enveloppe pour Les Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 Paris



* et à la lettre des élus alternatifs



40, rue de Malte 75011 Paris
 Courriel : contact@alternatifs.org
 tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
 site : www.alternatifs.org

Commission paritaire
 n°1108 P 11445
 ISSN 1146-3961

Directeur de publication :
 J.J. Boislaroussie,
 Coordination et maquette :
 M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

R. Bernheim, J.J. Boislaroussie, J. Briant, B. Caron,
 M. Colloghan, J. Douillard, F. Esquer, Gwenlan,
 P. Jouvret, P. Leboutte, H. Mermé, R. Neuville,
 P. Oriol, F. Préneau, R. Querbouet, E. Ryckboer et
 E. Vieille-Blanchard,

Edité par la SARL SECA
 (Société d'Édition et de Communication
 des Alternatifs)
 SARL au capital de 4000€ RCS Paris
 B448 326 835
 durée : jusqu'au 28 avril 2063.
 Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :
 01 43 70 80 96

ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
 POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

.....

.....

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert Journal.

**Et zouh ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
 enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris**

(*ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
 A ROUGE ET VERT***



- la tradition. « Ce n'est pas parce qu'une tradition est ancienne qu'elle est bonne », disait Théodore Monod. L'esclavage a longtemps été considéré comme inéluctable, et les premiers défenseurs de son abolition étaient pris pour des fous furieux ou des doux rêveurs. De même, jusqu'au XXème siècle, il était de tradition que les femmes s'occupent des enfants et de la cuisine, et qu'elles n'aient pas leur mot à dire sur la gestion politique de la société. L'argument de la « tradition » cautionne l'idée d'une société figée.

Or, notre militantisme n'a-t-il pas pour moteur la volonté de faire évoluer le monde ?

- le fait que « ce ne sont que des animaux ». Il est bien évident que nous, les humains, sommes des êtres particuliers. Qu'aucune société animale n'a jamais composé de symphonies, écrit de codes de lois, ou inventé la bombe atomique. Mais toute appréhension directe des animaux (la vie avec son animal domestique), et toute connaissance intellectuelle de leur comportement individuel ou en groupe (qu'étudiant par exemple les neurosciences et l'éthologie) nous montrent que les animaux ne sont pas des machines insensibles, et qu'à maints égards ils nous ressemblent beaucoup. La théorie de l'évolution l'explique. Comme nous, les animaux non humains vivent en société, établissent des rapports entre eux, élèvent leurs petits, sont sensibles à la douleur, souffrent de la séparation, ont peur de la mort...

En terme d'éthique, c'est bien la sensibilité qui est pertinente, plutôt que l'intelligence conceptuelle, pour décider de la considération que nous devons avoir d'autrui. Sinon, nous n'aurions aucun devoir moral envers les handicapés moteurs profonds et les nourrissons !

Voici donc pourquoi je crois que construire une véritable société de gauche suppose d'abolir l'exploitation des animaux

par les humains, aussi bien que celle des faibles par les puissants, ou des femmes par les hommes. Puisque nous sommes rouges et verts, nous souhaitons également construire une société plus respectueuse de l'environnement. Une société végétarienne répond aussi à cette exigence : l'empreinte écologique d'une alimentation végétalienne est quatre fois plus faible que celle d'une alimentation « omnivore»³...

Elodie VIEILLE-BLANCHARD

1. Le végétarisme est un régime alimentaire qui exclut la chair des animaux : viande, poisson, « fruits de mer »...

2. Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras

3. Pour une demande d'informations plus précises à ce sujet, possibilité de m'écrire à l'adresse elodvb@yahoo.fr

Pour une GAUCHE ALTERNATIVE, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prend en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alterdéveloppement est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un

aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation

libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics

pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e

ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■



Ce n'est qu'un début ...



LA DÉLÉGATION SORT DE LA SALLE DE RÉUNION.

VU LES TÊTES, ON VA PAS ÊTRE À LA FÊTE !



CAMARADES!

ON VIENT DE FAIRE LE POINT AVEC LA DIRECTION.

C'EST PAS LA JOIE!



MALGRÉ NOS SACRIFICES SUR LES PRIMES ET LE BLOCAGE DES SALAIRES, LES RÉSULTATS NE SONT PAS LÀ.



LE PATRON A DÉCIDÉ DE FERMER LA BOÎTE ET DE DÉLOCALISER EN IRAK.



PAS DE RECLASSEMENTS, PAS D'INDEMNITÉS, PAS D'AIDES. RIEN.

ILS NOUS ONT DIT DE NOUS METTRE RAPIDOS AU CHINOIS.

LES MACHINES ONT DÉJÀ ÉTÉ VENDUES À DES FERRAILLEURS



MAIS ON NE VA PAS SE LAISSER FAIRE, CAMARADES!

POUR L'INSTANT, ON EST UN PEU COURT, QUESTION RECOURS, MAIS ON VA TROUVER

UNE PÉTITION, PEUT-ÊTRE

OU UN CONCERT DE SOUTIEN.



QUOIQ'IL EN SOIT, ON VA PAS SE LAISSER FAIRE.



J'VAIS PASSER LA PAROLE À MILOU QUI VOULAIT VOUS PARLER.

ATTRAPE MA MAIN, MILOU

OUEP !

VA-S-Y MILOU!

ALLEZ MILOU!



VA FALLOIR LES REMOTIVER À FOND, MILOU !



CAMARADES, IL FAUT QU'ON TIENNE SIX MOIS.

FAUT TENIR JUSQU'A L'ÉLECTION DE ROYAL À LA PRÉSIDENTE.

SIX MOIS, LES GARS !

PAS PLUS.

APRÈS, C'EST GAGNÉ. LES OUVRIERS, COMME LE RESTE DU PEUPLE SERONT TOUS PROTÉGÉS.

ÇA VA PAS MIEUX, MILOU.



BIEN BIEN, ET BEN MOI, JE RETOURNE AU PIQUET DE GRÈVE.



C'EST LE MÉLANGE ALCOOL-MÉDOC QUI LUI FAIT CET EFFET.